

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

| | | |
|--|--|--|
| Title - Sujet BLINDAGE RAPPORTE PROTECTION ARMES | | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-121254/A | Date 2012-02-29 | |
| Client Reference No. - N° de référence du client W8486-121254 | | |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$BL-275-22530 | | |
| File No. - N° de dossier 275bl.W8486-121254 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME | |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-04-10 | | Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input checked="" type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Louis-Seize, Josée | | Buyer Id - Id de l'acheteur 275bl |
| Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-8967 () | FAX No. - N° de FAX (819) 956-0648 | |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 25 CFSD RECEIPTS SECTION CFB MONTREAL 6363 RUE NOTRE DAME ST E. MONTREAL Quebec H1N2E9 Canada | | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Armoured Vehicles - Life Extension/Prolongation de vie,
véhicules blindés

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage Phase III 6C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exception relative à la sécurité nationale
4. Besoin
5. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables
5. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
6. Échantillons à fournir dans le cadre de la proposition
7. Disponibilité des dessins
8. Fournisseurs étrangers (TPS/TVH)
9. Base de paiement

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions
2. Documents justificatifs
3. Documents exigés aux fins d'évaluation des soumissions
4. Échantillons de démonstration des capacités

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Décisions relatives à l'évaluation
3. Conformité avec l'ensemble des modalités
4. Évaluation technique
5. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Clauses du guide des CCUA

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

SECTION A - ADMINISTRATION

- A1. Exigences relatives à la sécurité
- A2. Responsables
- A3. Clauses et conditions uniformisées
- A4. Attestations
- A5. Lois applicables
- A6. Contrat de défense
- A7. Ordre de priorité des documents

SECTION B - BESOINS

- B1. Énoncé des travaux
- B2. Durée du contrat
- B3. Accès aux installations et à l'équipement
- B4. Vêtement - matériel fourni par le gouvernement
- B5. Utilisation du matériel fourni par le gouvernement

SECTION C - FINANCE

- C1. Base de paiement
- C2. Clauses du guide des CCUA
- C3. Paiement multiples
- C4. Instructions relatives à la facturation

SECTION D - LIVRAISON, INSPECTION ET ACCEPTATION

- D1. Inspection et acceptation
- D2. Clauses du guide des CCUA
- D3. Instructions d'expédition - entrepreneur établi au Canada
- D4. Instructions d'expédition - entrepreneur établi à l'étranger
- D5. Document de sortie - distribution
- D6. Livraison
- D7. Échantillons de pré-production
- D8. Préparation de la livraison
- D9. Démilitarisation des articles mis au Rebut

Liste des annexes

- ANNEXE « A » Énoncé des travaux - Couverture de protection balistique
 - Appendice 1 - Évaluation de l'échantillon de démonstration des capacités
 - Appendice 2 - Matrice de conformité
 - Appendice 3 - Données de fabrication écran de protection individuelle
 - Appendice 4 - Estimation annuelle des modifications des couvertures
 - Table 1 - couvertures exigées par trousse (LAV III)
 - Table 2 - couverture exigées par trousse (Bison)
- ANNEXE « B » Base de paiement
- ANNEXE « C » Estimations pour l'évaluation de la proposition financière
- ANNEXE « D » Entente de Non-Divulgence
- ANNEXE « E » Formulaire MDN 626 - Autorisations des tâches

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions et le contrat subséquent comptent six (6) parties ainsi que des annexes comme suit :

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent; l'ANNEXE « A » Énoncé des travaux, l'ANNEXE « B » Base de paiement, l'ANNEXE « C » Estimations pour l'évaluation de la proposition financière, l'ANNEXE « D » Entente de Non-Divulgateion et l'ANNEXE « E » Formulaire MDN 626 - Autorisations des tâches.

2. Sommaire

Le ministère de la Défense nationale doit modifier les couvertures de protection balistique fournies par le gouvernement, pour fournir une protection supplémentaire aux occupants des véhicules blindés légers. Les modifications consisteront à tailler, coudre et installer le matériel.

3. Exception relative à la sécurité nationale

Ce marché ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

4. Besoin

L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux définis dans l'Annexe A, Énoncé des travaux, conformément à la présente demande de propositions au contrat subséquent, et à toutes les autres annexes, afin de répondre entièrement au besoin.

5. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-f.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

- 1.1** Le document 2003 (2011-05-16) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

1.2 Clauses du guide des CCUA

| | | |
|--------|------------|---------------------------------------|
| A9130T | 2011/05/16 | Programme des marchandises contrôlées |
| B1000T | 2007/11/30 | Condition du matériel |
| C3011T | 2010/01/11 | Fluctuation du taux de change |

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en

supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient.

Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard dix (10) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

6. Échantillons à fournir dans le cadre de la proposition

Échantillons de démonstration des capacités : Le soumissionnaire devra fournir deux échantillons aux fins d'évaluation, conformément à l'article 2.3 de l'Annexe A, Énoncé des travaux.

7. Disponibilité des dessins

On peut obtenir les dessins sur demande. Il faut faire parvenir sa demande à : TPSGC, à l'attention de : Josée Louis-Seize, n° de fax : 819-956-0648 en mentionnant le numéro de dossier de TPSGC W8486-121254/A. Il est de la responsabilité des fournisseurs de faire parvenir leur demande pour les dessins le plus tôt possible, afin de les recevoir (par le courrier régulier) avant la date de clôture des soumissions.

Pour recevoir un jeu de documents techniques, le soumissionnaire proposé doit retourner une copie signée de l'Annexe D à l'agent de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada identifié à la première page de la présente demande de proposition. Cette copie doit être signée par un haut représentant de l'entreprise. Le jeu de documents techniques ne sera pas remis à un soumissionnaire sans qu'au préalable une entente de confidentialité ait été reçue.

On avise les soumissionnaires que l'entrepreneur qui a préparé les dessins recevra une copie de chaque entente de confidentialité signée. Il sera aussi informé lorsque chaque copie est retournée à l'État.

8. Fournisseurs étrangers (TPS/TVH)

Les fournisseurs étrangers sont priés de noter que l'enregistrement pour la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) est requis auprès de l'Agence du revenu du Canada, de façon à facturer la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH). Tous les contrats adjugés à des fournisseurs étrangers n'inclueront pas la TPS/TVH.

9. Base de paiement

L'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes en dollars canadiens, franco transporteur usine (FCA), conformément aux Incoterms 2000. Le montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH) doit être indiqué séparément.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission
Section II: Soumission technique (3 exemplaires papier)
Section III: Soumission financière (2 exemplaires papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.
- c) joindre les attestations dans une section distincte de la soumission

Section I : Soumission

Les soumissionnaires doivent fournir le document de DP dûment rempli et signé avec tous les espaces en blanc réservés aux renseignements sur les soumissionnaires et les attestations doivent être signées, y compris tous les annexes qui l'accompagne. La réponse du soumissionnaire de la DP doivent démontrer la conformité et l'acceptation de tous les articles, les clauses et les conditions qui y sont contenus ou référencés.

Section II : Soumission technique

Dans leur soumission, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et à l'Annexe "A" Énoncé des Travaux, et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, les soumissionnaires doivent remplir le tableau de conformité fourni au à l'appendice 2 de l'annexe "A" Énoncé des travaux et doivent également reprendre les sujets en utilisant le même article ou paragraphe rubrique/ numérotation tel que détaillés dans la DP et dans l'annexe "A", selon le cas. Pour éviter les répétitions, les soumissionnaires peuvent faire des renvois à différentes sections de leur soumission en indiquant le paragraphe et le numéro de page où le sujet visé est déjà traité.

L'offre technique du soumissionnaire doit démontrer la conformité technique avec l'ensemble des critères obligatoires tel indiqué dans cette demande de proposition.

Section III: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec à l'annexe " B ". Le soumissionnaire doit fournir des prix et un délai de livraison pour tous les points recensés à l'annexe «B». La soumission financière doit être en devises canadiennes. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

2. Documents justificatifs

Le Canada évaluera la soumission en se fondant exclusivement sur les documents fournis par le soumissionnaire (et ses précisions au besoin). Ne seront pas pris en considération les renvois à des renseignements supplémentaires qui n'accompagnent pas la soumission, par exemple les adresses de sites Web où l'on peut trouver de plus amples renseignements ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission.

3. Documents exigés aux fins d'évaluation des soumissions

Le soumissionnaire doit fournir les documents suivants avec sa soumission :

1. Le document de demande de proposition dûment rempli, y compris tous les renseignements et toutes les attestations demandés de même que l'ensemble des annexes et des appendices.
2. La réponse technique du soumissionnaire, référence annexe "A" - Énoncé des travaux incluant le tableau de conformité fourni au à l'appendice 2 de l'annexe "A" Énoncé des travaux.
3. Le calendrier de production et de livraison. Se reporter à l'annexe "B" Base de paiement.
4. L'attestation relative au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi. Se reporter à la partie 5 " Attestations ";

4. Échantillons de démonstration des capacités

Dans le cadre de l'évaluation et pour confirmer que le soumissionnaire est en mesure de répondre aux exigences techniques, le soumissionnaire devra fournir deux échantillons, conformément à l'article 2.3 de l'Annexe A, Énoncé des travaux. Les échantillons livrés dans le cadre de la proposition deviendront la propriété du Canada. Aucun paiement ne sera versé pour les coûts encourus par le soumissionnaire relativement à la préparation et à la soumission des échantillons, afin de vérifier la conformité de sa proposition par rapport à la DP. Les coûts liés aux échantillons devant être fournis dans le cadre de la proposition incombent entièrement au soumissionnaire. Les échantillons devront être soumis avec le soumissionnaire avant la date de clôture des soumissions à l'adresse de page 1 de la sollicitation pour le Réception des soumissions.

Le matériel fourni par le gouvernement (MFG) qui est requis pour les échantillons peut être obtenu sur demande. Les soumissionnaires doivent soumettre une demande écrite à l'autorité contractante attention : Josée Louis-Seize pour obtenir leur MFG, en prenant soin de préciser le numéro de dossier de TPSGC: W8486-121254/A. Les soumissionnaires doivent faire cette demande dans les vingt-cinq (25) jours calendrier avant la date de clôture des soumissions à pouvoir soumettre leurs échantillons avant la date de clôture des soumissions. Les soumissionnaires doivent demander le MFG assez tôt pour s'assurer que la livraison de la MFG est reçu à temps pour soumettre l'échantillon de démonstration des capacités à la clôture de la soumissions. Les soumissionnaires doivent considérer que le gouvernement à besoin du moins vingt (20) jours calendrier pour livrer le MFG de la réception de la demande.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

2. Décisions relatives à l'évaluation

Le soumissionnaire comprend et accepte que toutes les décisions concernant la conformité de sa soumission par rapport aux exigences énoncées et les notes attribuées appartiennent au Canada et sont prises en conformité avec les critères publiés.

3. Conformité avec l'ensemble des modalités

La proposition du soumissionnaire doit être évaluée en conformité avec la totalité des articles, clauses et modalités présentées dans la présente demande de proposition et l'énoncé des travaux ou incluses par renvoi dans la demande de proposition. Les soumissions ne répondant pas aux exigences mandataires seront déclarées non recevables. (référence: Section I de l'instructions pour la préparation des soumissions)

4. Évaluation technique

La proposition des soumissionnaires doit être évaluée pour déterminer la conformité technique avec l'ensemble des critères obligatoires, comme indiqué dans la présente demande de proposition. Les soumissions ne répondant pas aux exigences mandataires seront déclarées non recevables. Les informations utilisées dans ce processus seront les informations fournies dans la proposition technique des soumissionnaires. (référence: Section II de l'instructions pour la préparation des soumissions)

5. Méthode de sélection

A. DP ET ÉVALUATION TECHNIQUE

La proposition du soumissionnaire ainsi que sa soumission technique fournies dans le cadre de la DP seront évaluées pour déterminer sa conformité à l'ensemble des articles, clauses, modalités et exigences compris ou cités dans la présente DP ainsi que dans la Matrice de conformité figurant à l'Appendice 2. Le non-respect des exigences obligatoires rendra la proposition irrecevable.

B. ÉVALUATION ÉCHANTILLONS DE DÉMONSTRATION DES CAPACITÉS

Le soumissionnaire doit livrer ses échantillons au responsable technique au plus tard à la date de clôture de la demande de soumissions. Par ailleurs, le soumissionnaire doit veiller à ce que l'échantillon devant être fourni avec la soumission soit fabriqué conformément aux exigences techniques de la présente demande de propositions et soit pleinement représentatif de la soumission. Le rejet de tout échantillon à fournir dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

Les échantillons seront évalués en fonction de leur qualité de fabrication et de leur conformité aux dimensions et aux matériaux prescrits ainsi qu'en fonction de leur conformité à l'Annexe A et aux critères d'évaluation à l'Annexe A, l'Appendice 1. Par ailleurs, les échantillons ne seront pas rejetés en raison d'observations mineures, sauf si l'évaluateur technique estime que les échantillons en question sont inutilisables. Cependant, tout écart rendra la proposition irrecevable.

C : ÉVALUATION FINANCIÈRE

Aux fins de l'évaluation des propositions, le prix global sera déterminé tel qu'indiqué dans **l'annexe "B"** comme suit :

- 1 On calculera le prix global en appliquant les prix unitaires fermes pour les Articles 001 indiqués à **l'annexe "B"**, pour toutes les quantités estimatives indiquées à **l'annexe "C"** et ce, pour toute la période prévue du contrat; et
2. En appliquant le tarif de main-d'œuvre direct proposée pour l'Article 002 pour l'estimation de la main-d'œuvre annuelle direct pour les travaux supplémentaires à effectuer et pour les unités irréparables reçues indiquées à **l'annexe "B"**, pour les estimatives de main-d'œuvre direct indiquées à **l'annexe "C"** et ce, pour toute la période prévue du contrat.

La durée globale prévue escomptée d'exécution des travaux correspondra à la durée totale du contrat plus les deux périodes d'option d'une année chacune, comme il est indiqué dans **l'annexe "C"**.

A défaut de fournir les prix demandés dans l'annexe "B", pour toutes les années (durée du contrat et années d'option), FCA dans les installations de l'entrepreneur conformément aux INCOTERMS 2000, votre proposition sera jugée irrecevable.

On recommandera d'attribuer un contrat au soumissionnaire ayant présenté une soumission et des échantillons conformes, selon le cas, au prix total le plus bas.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

A. Programme de contrats fédéraux - Attestation

Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC.

3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d) () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de <http://www.hrsdc.gc.ca/fr/labour/equality/fcp/index.shtml>

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

SECTION A - ADMINISTRATION

A1. Exigences relatives à la sécurité

1. Ce marché ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.
2. Personnel

Le personnel de l'entrepreneur qui doit avoir accès aux locaux du MDN doit être escorté. Pour tous les visiteurs, il faut fournir le nom de la personne, le lieu et la date de naissance, l'autorisation de sécurité nationale, s'il y a lieu, ainsi que les dates de visite proposées, au :

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2

À l'attention de: D Op Sécur 3-3

A2. Responsables

2.1 Autorité contractante

Josée Louis-Seize
Agent en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Secteur des projets de défense & des Grands Projets
Place du Portage, Phase III, 6C1
11, rue Laurier
Gatineau, Quebec, Canada
K1A 0S5
Téléphone : (819) 956-8967
Télécopieur : (819) 956-0648
Courriel : josee.louis-seize@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

2.2 Responsable technique

Ministère de la Défense National
Nom: _____
Téléphone: _____
Télécopieur: _____
Courriel: _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

2.3 Responsable de l'assurance de la qualité

Le responsable de l'assurance de la qualité est chargé de l'assurance de la qualité de tous les travaux exécutés dans le cadre de ce contrat.

Ministère de la Défense nationale
Directeur général — Assurance de la qualité
Quartier général de la Défense nationale
Édifice mgén George R. Pearkes
Ottawa (Ontario) K1A 0K2

À l'attention de: _____
Téléphone: _____
Télécopieur: _____

2.4 Représentants de l'entrepreneur

Pour les renseignements généraux :

Nom : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

A3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

3.1 Conditions générales

2010A (2011/05/16), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

A4. Attestations

- 4.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

A2. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

A3. Contrat de défense

Le contrat est un contrat de défense au sens de la Loi sur la production de défense, L.R.C. 1985, ch. D-1, et est régi par cette loi.

Le droit de propriété sur les travaux ou les matériaux, pièces, travaux en cours ou achevés, appartient au Canada, libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude. Le Canada peut, à tout moment, retirer, vendre ou aliéner les travaux en tout ou en partie conformément à l'article 20 de la Loi sur la protection de la défense.

A4. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) Les articles du contrat;
- (b) 2010A (2011/05/16) Conditions générales – Biens (complexité moyenne); 2010C
- (c) Annexe A Énoncé des travaux;
- (d) Annexe B Base de paiement;
- (e) Annexe D Entente de Non-Divulcation
- (f) Annexe E Formulaire MDN 626 Autorisations des tâches
- (g) La soumission de l'entrepreneur datée du _____, modifiée _____.

SECTION B - BESOINS

B1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe "A".

1.2 Travaux supplémentaires à effectuer (TSE)

Les travaux supplémentaires à effectuer comprennent tous les travaux additionnels des couvertures déjà configurées conformément aux dessins techniques approuvés qui pourraient exiger des retouches en raison de nouvelles configurations ou exigences. Il s'agit également des travaux supplémentaires à cause de changements non autorisés sur le terrain pour remettre les couvertures conformément aux dessins techniques approuvés.

1.3 Travaux Supplémentaires à Effectuer (TSE)

1.3.1 L'entrepreneur réalisera les travaux supplémentaires demandés seulement après avoir reçu une autorisation écrite.

1.3.2 TSE initiées par l'entrepreneur :

a. L'entrepreneur soumettra le TSE à l'autorité contractante au moyen du formulaire 626 du MDN, Autorisation des Taches (l'annexe E).

b. Toute les demandes d'approbation de TSE soumise par l'entrepreneur devra inclure les renseignements suivants :

- (a) le numéro de marché;
- (b) la date de soumission;
- (c) une description détaillées des tâches à accomplir;
- (d) une répartition financière des coûts proposés, conformément à l'annexe « B » du marché.

c. L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante une répartition financière des coûts proposés, conformément à l'annexe « B » du marché. L'autorité contractante fera parvenir les TSE dont les coûts ont été évalués au responsable des demandes pour autorisation subséquente et distribution à l'entrepreneur et l'autorité contractante.

1.3.3 TSE initiés par l'État :

a. L'autorité contractante fournira à l'entrepreneur une description de la TSE à accomplir dans la cadre du présent marché comportant suffisamment de détails pour permettre à l'entrepreneur d'établir une proposition des coûts.

b. L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante une répartition financière des coûts proposés, conformément à l'annexe « B » du marché au moyen du formulaire 626 du MDN, Autorisation desTâches (l'annexe E). L'autorité contractante fera parvenir les TSE dont les coûts ont été évalués au responsable des demandes pour autorisation subséquente et distribution à l'entrepreneur et l'autorité contractante.

1.3.4 L'État ne sera pas tenu de payer pour des travaux qui dépassent la TSE autorisée et approuvée.

B2. Durée du contrat

2.1 Date de livraison

La livraison des quantités fermes indiquées ci-bas est urgente. **Le tout doit être livré d'ici le 29 juin 2012.** Un calendrier de production sera mis en place avec le fournisseur.

| | | | |
|------|------------------|-----------|----|
| NNO: | 2540-20-003-7734 | Quantity: | 36 |
| | 2540-20-003-8373 | | 15 |
| | 2540-20-003-9480 | | 10 |
| | 2540-20-004-6935 | | 66 |
| | 2540-20-004-6995 | | 8 |
| | 2540-20-004-6996 | | 45 |

2.2 Option pour une quantité additionnelle

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'ajouter des quantités additionnelles conformément à l'annexe C selon les mêmes conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement décrits à l'annexe «B».

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Les quantités additionnelles doivent être livrées trente (30) jours à compter de l'exercice de l'option.

2.3 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus de deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement décrits à l'annexe «B».

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Les quantités additionnelles doivent être livrées trente (30) jours à compter de l'exercice de l'option.

B3. Accès aux installations et à l'équipement

Les installations, l'équipement, les documents et le personnel du Canada ne sont pas automatiquement mis à la disposition de l'entrepreneur. Si ce dernier doit accéder aux locaux, aux systèmes informatiques (réseau de micro-ordinateurs), à l'espace de travail, aux téléphones, aux terminaux, à la documentation et au personnel du Canada dans l'exécution des travaux, il devra en informer l'autorité contractante en

temps opportun. Si la demande d'accès de l'entrepreneur est approuvée par le Canada et que des dispositions sont prises à cet égard, l'entrepreneur, ses sous-traitants et ses employés doivent se conformer à toutes les conditions qui s'appliquent au lieu de travail. De plus, l'entrepreneur doit s'assurer que les installations et l'équipement sont uniquement utilisés aux fins d'exécution du contrat.

B4. Utilisation du matériel fourni par le gouvernement

Le matériel suivant sera fourni à l'entrepreneur:

| <u>NNO</u> | <u>Largeur Minimale</u> | <u>Prix unitaire</u> |
|------------------|--------------------------|----------------------|
| 8470-21-209-2096 | longueur 74" largeur 26" | 1,092,50\$ |
| 8470-20-004-7850 | longueur 36" largeur 26" | 600,00\$ |
| 8470-20-004-7851 | longueur 72" largeur 52" | 2,400,00\$ |

1. Le matériel fourni par le gouvernement (MFG) doit servir à la fabrication de l'article ou des articles détaillés dans le contrat.
2. Tous les matériaux excédants provenant de la production des couvertures ballistique, comme décrit dans l'Annexe A, doivent être retournés aux MDN.
3. Le Canada fournira sans frais le MFG précisé dans la soumission du soumissionnaire retenu, y compris le transport à l'adresse suivante:

B5. Vêtement - matériel fourni par le gouvernement

1. Le matériel fourni par le gouvernement (MFG) appartient au gouvernement du Canada. L'entrepreneur doit tenir des registres satisfaisants quant à l'utilisation de tout le MFG.
2. Le MFG décrit dans le contrat doit servir à la fabrication de l'article ou des articles détaillés dans le contrat. Seule la quantité indiquée dans le contrat sera fournie sans frais par le Canada.
3. S'il faut plus de MFG pour exécuter le contrat, il doit être acheté du Canada au prix unitaire indiqué dans le contrat, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée en sus. L'entrepreneur doit transmettre la demande pour le matériel supplémentaire directement à l'autorité contractante à l'adresse indiquée à la page 1 du contrat. La demande doit être accompagnée d'un chèque visé payable au Receveur général du Canada. Le matériel sera expédié à l'entrepreneur contre remboursement des frais de transports.
4. L'entrepreneur convient qu'aucun MFG, à l'exception du matériel requis pour les échantillons de pré-production, ne doit être coupé, utilisé ou traité avant que le responsable technique n'approuve un échantillon de pré-production et ne fournisse un avis écrit d'acceptation. L'entrepreneur est responsable des dommages résultant de la coupe de MFG avant l'acceptation de l'échantillon de pré-production.

-
5. L'entrepreneur doit remplacer ou remettre à neuf, à ses frais, tout article qui n'est pas conforme aux exigences du contrat à la suite d'une coupe, d'une fabrication ou d'un travail insatisfaisant.
 6. En cas de problèmes avec le MFG, l'entrepreneur doit aviser immédiatement l'autorité contractante en décrivant le problème avec précision. Si l'entrepreneur prend des mesures sans avoir consulté l'autorité contractante, tous les coûts encourus et les pertes de MFG seront au frais de l'entrepreneur.
 7. L'entrepreneur doit remettre au Canada la valeur de MFG s'appliquant à une quantité quelconque non livrée en vertu du contrat. Le montant sera calculé au prix unitaire et selon l'utilisation indiquée dans le contrat.
 8. Le Canada ne payera pas pour des travaux exécutés sur du MFG qui est endommagé ou perdu pendant qu'il est en possession de l'entrepreneur.
 9. L'entrepreneur ne doit pas se départir du MFG ni des articles de rebut sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante.

SECTION C - FINANCE

C1. Base de paiement

L'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes en dollars canadiens, franco transporteur usine (FCA), conformément aux Incoterms 2000.

C2. Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de à déterminer \$. Les droits de douane sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

C3. Clauses du guide des CUA

| | | |
|--------|------------|---|
| C6000C | 2011/05/16 | Limite de prix |
| C2801C | 2011/05/16 | Cote de priorité - entrepreneur canadien |
| C2800C | 2011/05/16 | Cote de priorité - entrepreneur américain |
| H1001C | 2011/05/16 | Paiements multiples |
| C2605C | 2008/05/12 | Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger |
| D0050C | 2007/05/25 | Certificat d'utilisateur final |

C4. Instructions relatives à la facturation

A. Factures « correspondantes »

Les factures, qui peuvent correspondre à plusieurs ordres de travaux, doivent être présentées sur le formulaire du fournisseur et comprendre les renseignements suivants :

- a. la date;
- b. la liste des différents ordres de travaux, y compris le numéro, la date et le montant de chaque ordre, la TPS ou TVH applicable et le montant total de chaque ordre;
- c. le montant total de la facture « correspondante »;
- d. le numéro de série du contrat _____;
- e. le numéro de référence du client;
- f. le numéro de TPS;
- g. le numéro d'entreprise - approvisionnement.

B. Ordre de travaux « individuels »

Les ordres de travaux « individuels » doivent être présentés sur le formulaire du fournisseur, et comprendre les renseignements suivants :

- a. la date;
- b. le nom et l'adresse du destinataire;
- c. le numéro d'article du contrat, la quantité, le numéro de pièce, le numéro de référence et la description;
- d. la ventilation des coûts énumérés dans la base de paiement du contrat;
- e. le numéro de série du contrat _____;
- f. tous les frais distincts (par exemple, la TPS ou TVH);
- g. numéro de commande du travail MDN.

C Les factures doivent être distribuées comme suit :

(a) L'entrepreneur devra transmettre une (1) copie électronique de la facture « correspondante »; accompagnée des différents ordres de travaux et des pièces justificatives au responsable des demandes d'achats.

(b) L'entrepreneur devra transmettre l'original de la facture « correspondante » accompagnée des différents ordres de travaux et des pièces justificatives, pour paiement au:

Quartier général de la Défense nationale
Immeuble Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2

Attention: _____

(c) Il faudra transmettre à l'autorité contractante une (1) copie de la facture « correspondante » accompagnée des différents ordres de travaux et des pièces justificatives.

(d) On ne devra pas soumettre de factures plus d'une fois par mois.

(e) On ne devra pas soumettre de factures avant d'avoir expédié les biens ou rendu les services nécessaires. On paiera les comptes après avoir reçu des factures satisfaisante.

SECTION D - LIVRAISON, INSPECTION ET ACCEPTATION

D1. Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

D2. Clauses du guide des CCUA

| | | |
|--------|------------|--|
| A9131C | 2011/05/16 | Programme des marchandises contrôlées |
| D5540C | 2010/01/11 | ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q) |
| D5510C | 2011/05/16 | Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi au Canada; OU |
| D5515C | 2010-01-11 | Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux |
| D5604C | 2008-12-12 | Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger; OU |
| D5605C | 2010-01-11 | Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi aux États-Unis; OU |
| D5606C | 2007-11-30 | Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi au Canada; OU |
| D3010C | 2007-11-30 | Marchandises dangereuses/produits dangereux |
| D2025C | 2008-12-12 | Matériaux d'emballage en bois |
| C2610C | 2007-11-30 | Droits de douane - MDN est l'importateur |
| G1005C | 2008-05-12 | Assurances |

D3. Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi au Canada

- La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur _____ (Insérer le nom du lieu convenu, par ex. l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.
- Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par téléphone, télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

- Centre de coordination de la Logistique intégrée (CCLI)
Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)
Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)
Courriel: ILHQOttawa@forces.gc.ca

OU

- Logistique intégrée de la région centrale (LIRC)
Téléphone : 1-866-371-5420 (sans frais)

Télécopieur : 1-866-419-1627 (sans frais)
Courriel : ILCA@forces.gc.ca

OU

- (c) Centre de coordination de la Logistique intégrée (CCLI)
Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)
Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)
Courriel: ILHQOttawa@forces.gc.ca

OU

- (d) Logistique intégrée de la région du Québec
Téléphone 1-866-935-8673 (sans frais), ou
1-514-252-2777, poste 2323, 2852 ou 4673
Télécopieur 1-866-939-8673 (sans frais), ou
1-514-252-2911
Courriel 25DAFCTrafficeQM@forces.gc.ca

OU

- (e) Logistique intégrée de la région de l'Atlantique (LIRA)
Téléphone 1-866-242-1755 (sans frais), ou
1-902-720-1248
Télécopieur 1-866-242-1767 (sans frais), ou
1-902-720-2200
Courriel w12flogLAA@forces.gc.ca

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au centre de coordination de la logistique intégrée du MDN :

- (a) le numéro du contrat;
- (b) l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
- (c) la description de chaque article;
- (d) le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- (e) le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- (f) les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions du Code maritime international des marchandises dangereuses, du Règlement de l'Association du transport aérien international ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser

des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.
6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.
7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

D4. Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur _____ (Insérer le nom du lieu convenu, par ex. l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.
2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par téléphone, télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.
 - (a) Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)

Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)

Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)

Courriel : ILHQottawa@forces.gc.ca

OU

- (b) Logistique intégrée du Royaume Uni (LIRU)

Téléphone : 011-44-1895-613023,
011-44-1895-613024, ou

Télécopieur : 011-44-1895-613047

Courriel : CFSUEDetUKMovement@forces.gc.ca

De plus, l'entrepreneur doit envoyer au LIRU le formulaire «Shipping Advice and Export Certificate », dûment complété, par courriel à : CFSUEDetUKMovement@forces.gc.ca.

La livraison de tout article excédant 600 livres sterling (GPB) exportés du Royaume-Uni et de l'Irlande sera dédouané par le MDN selon les nouveaux systèmes britanniques d'exportation et de tarifs douaniers " Her Majesty's Customs & Excise (HMCE) New Export Systems (NES) ". L'entrepreneur doit respecter les exigences de " HMCE " en s'enregistrant auprès de cette organisation ou en laissant le soin à un transitaire d'assurer l'entrée des envois au Canada. Une copie imprimée de la section " Export Declaration " dans les " NES ", indiquant clairement le

numéro " Declaration Unique Consignment Reference Number ", doit être fournie par l'entrepreneur et jointe à l'envoi. L'entrepreneur doit s'assurer que cette procédure est exécutée pour tout le matériel, qu'il s'agisse d'exportation d'articles d'achat initial ou d'articles de réparation et de révision. " HMCE " autorisera l'Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) à expédier les biens seulement si la procédure a été suivie de façon intégrale et convenable par l'entrepreneur.

OU

- (c) Logistique intégrée de l'Europe (LIE)
Téléphone : +49-(0)-2451-717199 ou 717200
Télécopieur : +49-(0)-2451-717189
Courriel : ILEA@forces.gc.ca
3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au centre de coordination de la logistique intégrée du MDN :
- a) le numéro du contrat;
 - b) l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
 - c) la description de chaque article;
 - d) le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
 - e) le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
 - f) une copie de la facture commerciale (conformément à l'article 4 de la clause C2608C du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat) ou une copie du formulaire CI1, Facture des douanes canadiennes, de l'Agence des services frontaliers du Canada;
 - g) les codes de la « Schedule B » (pour l'exportation) et les codes du tarif douanier harmonisé (pour l'importation);
 - h) le certificat d'origine de l'Accord libre-échange nord-américain (conformément à l'article 2 de la clause C2608C), applicable seulement aux États-Unis et au Mexique);
 - i) les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable, les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions applicables du Code maritime international des marchandises dangereuses, du Règlement de l'Association du transport aérien international, ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.
4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport et des documents douaniers.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens sans avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du point de contact en matière de logistique intégrée du MDN.
6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.
7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

D5. Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

- a) exemplaire 1 : envoyé par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
- b) exemplaires 2 et 3 : avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c) exemplaire 4 : à l'autorité contractante;
- d) exemplaire 5 :

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2

À l'attention de : _____

- e) exemplaire 6 : au représentant de l'assurance de la qualité;
- f) exemplaire 7 : à l'entrepreneur;
- g) exemplaire 8 : pour les entrepreneurs non-canadiens :

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2
Courriel : ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

D6. Livraison

La livraison doit être conformément à l'annexe "B" - Base de paiement.

D7. Échantillons de pré-production

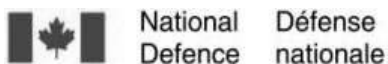
- 7.1 Échantillons de pré-production : L'entrepreneur doit fournir un groupe complet des couvertures de protection balistique échantillons de pré-production au responsable technique, avec le ou les échantillons scellés s'il y a lieu, en vue de l'acceptation dans les quinze (15) jours civils suivant la réception du matériel fourni par le gouvernement.
- 7.2 Si le ou les premiers échantillons sont rejetés, l'entrepreneur doit soumettre le ou les deuxièmes échantillons dans les dix (10) jours civils suivant l'avis du rejet par le responsable technique.
- 7.3 L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections et tous les essais requis afin de vérifier si les exigences techniques indiquées dans le contrat sont respectées.
- 7.4 L'entrepreneur doit fournir le ou les échantillons requis ainsi qu'une copie des rapports d'inspection et d'essai au responsable technique, frais de transport payés d'avance et sans frais pour le Canada. Le ou les échantillons soumis par l'entrepreneur demeureront la propriété du Canada.
- 7.5 Le responsable technique devra aviser l'entrepreneur, par écrit, de l'acceptation conditionnelle, de l'acceptation ou du rejet des échantillons. Le responsable technique devra fournir une copie de cet avis à l'autorité contractante. L'avis d'acceptation conditionnelle ou d'acceptation ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité de respecter toutes les exigences des spécifications et toutes les autres conditions du contrat.
- 7.6 L'entrepreneur ne doit pas entreprendre ou continuer la production des articles et ne doit pas faire de livraison avant d'avoir reçu du responsable technique un avis indiquant que le ou les échantillons sont acceptables. Toute fabrication d'articles avant l'acceptation des échantillons se fera au risque de l'entrepreneur.
- 7.7 Lorsque le responsable technique rejettera le ou les deuxièmes échantillons soumis par l'entrepreneur parce qu'ils ne répondent pas aux exigences contractuelles, le contrat pourra être résilié pour manquement.
- 7.8 Le ou les échantillons ne seront peut-être pas requis si l'entrepreneur est actuellement en production. L'entrepreneur doit soumettre par écrit au responsable technique sa demande d'exemption de fourniture d'échantillons. La décision relative à l'exemption de fourniture d'échantillons sera à la discrétion du responsable technique.

D8. Préparation de la livraison

Pour l'ensemble des articles, l'entrepreneur doit préparer pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

D9. Démilitarisation des articles mis au Rebut

Tous les matériaux excédants provenant de la production des couvertures balistique, comme décrit dans l'Annexe A, seront retournés aux SAFC avec NNO (à déterminer) pour fin de démilitarisation. MDN absorbera le coût du transport et sera responsable de gérer la logistique du matériel à être démilitarisé.



ANNEXE A
MODIFICATION DE LA COUVERTURE DE PROTECTION BALISTIQUE
ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. PORTÉE

Le ministère de la Défense nationale est à la recherche de propositions pour la modification de l'écran, protection individuelle (NNO 8470 21 909 2096, 8470-20-004-7850, & 8470-20-004-7851), ci après nommé couverture de protection balistique. Les couvertures modifiées seront utilisées à l'intérieur des véhicules blindés légers pour fournir une protection additionnelle aux occupants.

2. EXIGENCES

2.1 **Travaux requis** - L'entrepreneur **doit** modifier les couvertures de protection balistique fournies par le gouvernement en se servant du dessin fourni par le gouvernement comme modèle. Les modifications comprennent, entre autres, la coupe, la couture et l'installation des anneaux en " V ". L'entrepreneur doit :

- a) fournir tous les outils et tout l'équipement nécessaire pour effectuer le travail;
- b) fournir tout le matériel qui n'est pas fourni par le gouvernement;
- c) fournir un échantillon de démonstration de ses capacités avant la date de clôture des soumissions pour permettre d'évaluer, avant que le contrat ne soit adjugé, s'il possède l'équipement, les capacités, les connaissances et les compétences requis.
- (d) Après l'attribution du contrat, le ministère de la défense national absorbera le coût du transport et de gérer la logistique du MFG au soumissionnaire gagnant.
- (e) Tous les matériaux excédants provenant de la production des couvertures ballistique, comme décrit dans l'Annexe A, seront retournés aux SAFC avec NNO (à déterminer) pour fin de démilitarisation. MDN absorbera le coût du transport et de gérer la logistique du matériel à être démilitarisé.

2.2 IFG et MFG

2.2.1 **Information fournie par le gouvernement (IFG)** - Les documents suivants seront fournis par le MDN aux éventuels soumissionnaires qui en font la demande à la seule fin de préparer leur soumission

- a) **Dessins techniques** - Les dessins techniques incluront les caractéristiques et les dimensions requises pour les modifications.

2.2.2 Matériel fourni par le gouvernement (MFG) - Les articles suivants sont fournis par le MDN aux éventuels soumissionnaires qui le demandent à la seule fin de produire un échantillon de démonstration des capacités :

a) Échantillon de la couverture de protection balistique - Deux petites pièces d'une partie de la couverture de protection balistique représentant les matériaux qui seront utilisés pour la fabriquer;

b) Sangle - Une courte longueur de sangle représentative de la sangle utilisée pour la fabrication.

2.2.3 Matériel fourni par le gouvernement (MFG) - Les articles suivants seront fournis par le MDN au soumissionnaire retenu pour la fabrication

a) Couverture de protection balistique - Les détails de confection sont indiqués dans le document intitulé Données de fabrication pour les écrans, protection personnelle, NNO 8470 21 909-2096. Une couverture pèse environ 25 livres;

b) Anneaux en " V " - acier

c) Articles de quincaillerie additionnels et documentation - Une petite boîte d'articles de quincaillerie préconditionnés et le guide d'installation **doivent** être compris dans chaque trousse de couverture de protection balistique modifiée.

2.3 Échantillon de démonstration des capacités

2.3.1 Demande de matériel - Tout soumissionnaire qui souhaite présenter un échantillon **doit** demander le MFG décrit en 2.2.2 au plus tard vingt cinq (25) jours calendaires avant la date de clôture soumissions. Les soumissionnaires doivent demander le MFG assez tôt pour s'assurer que la livraison de la MFG est reçu à temps pour soumettre l'échantillon de démonstration des capacités à la clôture de la soumissions. Les soumissionnaires doivent considérer que le gouvernement à besoin du moins vingt (20) jours calendaires pour livrer le MFG de la réception de la demande.

2.3.2 Fabrication - À l'aide des exigences, des spécifications, des pratiques et des matériaux décrits dans le présent énoncé des travaux, les deux échantillons de couverture fournis **doivent** être cousus ensemble à travers toutes les épaisseurs conformément au paragraphe 2.4.2 et une sangle pour l'anneau en V **doit** être fixée conformément au paragraphe 2.4.3. L'échantillon de démonstration des capacités doit être confectionné conformément à la figure 3, de l'appendice 1

2.3.3 Livraison - Le soumissionnaire est responsable du retour de tout le MFG et/ou de l'échantillon de démonstration des capacités avec sa soumission avant la clôture de la soumissions.

2.3.4 Évaluation - L'échantillon de démonstration des capacités sera évalué d'après les critères énoncés à l' appendice 1. Si, à l'issue de l'évaluation, l'échantillon est " rejeté ", cela signifie qu'il est non conforme et que la soumission sera rejetée elle aussi.

2.4 Description des modifications

2.4.1 Coupe et ourlet - À l'aide du dessin technique, qui servira de guide, il faudra réduire les dimensions de certaines couvertures balistiques. Lorsque des couvertures doivent être coupées, les exigences suivantes doivent être respectées :

- a) Coupe - Les couvertures de protection balistique doivent être coupées de manière à ne pas nuire à l'intégrité ni à la mise en place des couches de tissu aramide. Toutes les coupes terminées doivent être propres et exemptes d'effilochage. Avant de couper la couverture de protection balistique, l'entrepreneur doit la faufiler avec un fil de nylon léger pour éviter que les épaisseurs de tissu ne se déplacent ni forment des renflements;
- (b) Ourlet - À la suite de la coupe, les deux bords vifs doivent être finis comme suit :
 - i les épaisseurs de tissu aramide doivent être délicatement roulées vers l'intérieur;
 - ii l'épaisseur extérieure doit être repliée sur environ 1 cm (0,38 po) et cousue avec un fil de nylon léger;
 - iii les épaisseurs de tissu aramide ne doivent pas se trouver à plus de 6 mm (0,25 po) du bord de la couverture une fois l'ourlet terminé;
 - iv les fils aramides doivent être arrêtés au moyen d'une couture à 6 cm (2,5 po) du bord de la couverture;
 - v si la couverture comporte des trous (comme ceux laissés après l'enlèvement des oeillets), il faut coudre les bords du trou ensemble avec un fil de nylon léger noir ou de couleur assortie de manière à le refermer.
- (c) Les extrémités de toutes les coutures et piqûres, et les ruptures de fil doivent être solidement finies au point d'arrêt;
- (d) La tension de l'aiguille et du fil du dessous doit être réglée pour obtenir des points adéquatement formés.

2.4.2 Couture - La majeure partie des travaux à exécuter consiste à assembler deux couvertures de protection balistique. Les dessins techniques doivent être utilisés pour déterminer l'emplacement des coutures. Les étapes suivantes doivent être suivies :

- (a) L'ourlet à coudre doit être vérifié pour s'assurer que les fils aramides sont à moins de 6 mm (0,25po) du bord de la couverture. Dans le cas contraire, il faut ouvrir la couverture et l'ourler conformément à 2.4.1;
 - b) lorsque requis, les oeilletons et les cordons existants doivent être enlevés et les trous doivent être refermés conformément à 2.4.1 pour faciliter l'exécution des coutures;
 - c) Faire chevaucher les couvertures qui seront cousues à 5 cm (2 po);
 - d) Placer une bande pleine longueur de la sangle fournie par l'entrepreneur sur le dessus et le dessous des couvertures à réunir. La sangle doit être conforme à la norme MIL-W-4088, classe 1A, type XXIV (24), de couleur noire. La sangle doit être placée de manière à couvrir l'endroit où se trouvaient les oeilletons retirés. La sangle doit être taillée au moyen d'une méthode thermique qui scelle et colle les fibres;
 - e) Exécuter quatre coutures pleine longueur pour réunir les couvertures et la sangle. Le fil doit être du fil de nylon aggloméré (BZT 415) de couleur olivâtre (TR350HS)fourni par l'entrepreneur. Les coutures doivent être exécutées au point noué en comptant de 4 à 6 points au pouce;
 - f) Les extrémités de toutes les coutures et piqûres, et les ruptures de fil doivent être solidement finies au point d'arrêt;
 - g) La tension de l'aiguille et du fil de dessous doit être réglée pour obtenir des points adéquatement formés.
- 2.4.3 Pose des anneaux en V - Les anneaux en V doivent être posés aux endroits indiqués sur les dessins techniques comme suit :
- (a) les anneaux en V doivent être fixés à la couverture au moyen de la sangle fournie par l'entrepreneur. La sangle doit être conforme à la norme MIL-W-4088, classe 1A, type XIII (13), de couleur olivâtre. La sangle doit être taillée au moyen d'une méthode thermique qui scelle et colle les fibres;
 - (b) la sangle doit être fixée à la couverture selon le modèle de point présenté à la figure 1. Le modèle de point doit être un W double à quatre pointes qui passe en travers de toutes les épaisseurs de tissu et qui est conforme au paragraphe 35 de la norme C-22-010-025/MB-000, Sewing Procedures and Equipment. L'autorité technique examinera sur demande toute autre méthode de fixation proposée par l'entrepreneur.

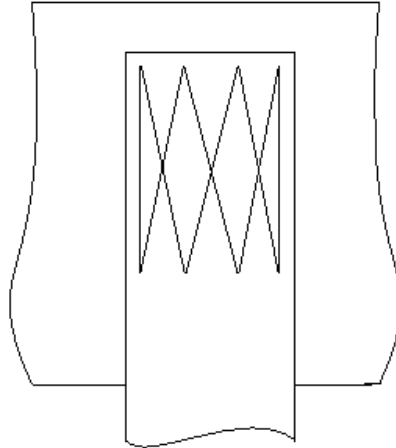


Figure 1 - Modèle de point pour la sangle

- (c) les coutures doivent être exécutées à travers la sangle et toutes les épaisseurs de la couverture de protection balistique. Les coutures doivent :
- i être exécutées avec du fil de nylon aggloméré (BZT 415) de couleur olivâtre (TR350HS) fourni par l'entrepreneur;
 - ii les coutures doivent être exécutées au point noué en comptant de 4 à 6 points au pouce;
 - iii les extrémités de toutes les coutures et piqûres, et les ruptures de fil doivent être adéquatement finies au point d'arrêt;
 - iv la tension de l'aiguille et du fil de dessous doit être réglée pour obtenir des points adéquatement formés.
- 2.4.4 Préparation des trous - Les trous requis doivent être coupés à travers toutes les épaisseurs de tissu, sans nuire à l'intégrité ni à la mise en place des épaisseurs de tissu aramide. Toutes les coupes terminées doivent être propres et exemptes d'effilochage. Les dessins techniques doivent être utilisés pour déterminer l'emplacement des trous. Une fois les coupes terminées :
- i trous de 1 po - les trous de 1 po doivent être bordés à l'aide d'un oeillet en laiton fourni par l'entrepreneur (taille no 7) ou d'un produit de rechange approuvé par l'autorité technique.
 - ii trous de 3 po - les trous de 3 po de diamètre doivent être préparés et finis au moyen d'une pièce fabriquée dans le tissu de dessus de sorte qu'aucune épaisseur de tissu balistique ne soit exposée. Chaque pièce doit couvrir une surface de 2 po au-delà du bord du trou pour fournir suffisamment d'adhérence au tissu extérieur. Chaque pièce doit être solidement collée ou cousue en place. La figure 2 illustre un exemple de pièce. L'autorité technique examinera sur demande toute autre méthode de finition proposée par l'entrepreneur.

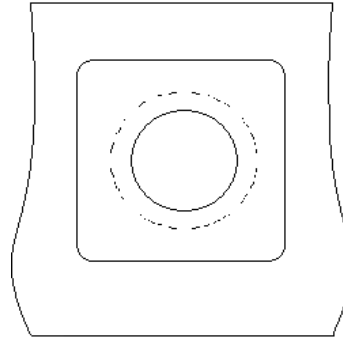


Figure 2 - Préparation et finition d'un trou

- 2.4.5 Étiquetage - Une étiquette en tissu **doit** être fournie par l'entrepreneur et cousue sur le tissu extérieur de chaque couverture de protection balistique finie. Le périmètre complet de l'étiquette **doit** être cousu. Le fil utilisé **doit** être un fil de nylon léger. L'étiquette **doit** être de la même couleur que le tissu extérieur (ou d'une couleur de rechange que l'autorité technique aura approuvée) et porter une inscription en noir de 2 cm de hauteur. Les renseignements suivants **doivent** être inscrits en anglais et en français :
- (a) Nom de l'article
 - (b) NNO
- 2.4.6 Niveau d'effort - Les couvertures modifiées par l'entrepreneur seront placées dans les trousse des véhicules. Le tableau 1 et le tableau 2 indique le nombre de couvertures par trousse.
- 2.4.7 Couvertures retouchées - Les couvertures déjà configurées conformément aux dessins techniques approuvés pourraient exiger des retouches en raison de nouvelles configurations ou exigences. Ces travaux supplémentaires **doivent** être cotés par l'entrepreneur au cas par cas et ne **doivent** pas commencer avant qu'ils ne soient dûment autorisés par le MDN ou TPSGC au moyen du formulaire 626 du MDN.
- 3.0 Échantillon de pré-série - L'entrepreneur **doit** préparer une couverture de protection balistique pour que l'autorité technique ou son représentant puisse la vérifier avant le début de la fabrication en série.
- 4.0 Visites de l'entrepreneur - L'entrepreneur **doit** permettre au représentant de l'assurance de la qualité (RAQ), à l'autorité technique (AT), à l'autorité contractante (AC) ou à son représentant de visiter l'installation de fabrication en tout temps pendant la fabrication pour qu'ils s'assurent de l'acceptabilité des travaux.
- 5.0 Lieu des travaux - Les travaux **doivent** être entièrement effectués dans les installations de l'entrepreneur.

6.0 Documents de reference

Données de fabrication pour l'écran, protection personnelle NNO:
8470-21-909-2096

D-LM-008-036/SF-000 - Exigences du MDN en matière d'emballage
commercial du fabricant.

Normes internationales pour les mesures phytosanitaires
(publication no 15 - Directives pour la
réglementation de matériaux d'emballage à base de bois dans le
commerce international (NIMP 15)

CAN/CGSB-54.1-M90

C-22-010-025/MB-000 Procédés et matériel de couture

Annexe A**Appendice 1 – Évaluation de l'échantillon de démonstration des capacités**

| 1 Vérification de l'assemblage de la couverture | | OUI | NON |
|--|---|------------|------------|
| 1.1 | Les couvertures se chevauchent-elles sur quatre (4) à cinq (5) cm? | | |
| 1.2 | La sangle recouvre-t-elle la couture de manière que les extrémités de la couverture ne soient pas visibles? | | |
| 1.3 | La sangle est-elle alignée sur les deux côtés de la couverture cousue? | | |
| 1.4 | Y a-t-il quatre (4) coutures pleine longueur conformément au dessin? | | |
| 1.5 | Les points passent-ils à travers toutes les épaisseurs de la couverture et de la sangle? | | |
| 1.6 | La bonne sangle est-elle utilisée? | | |

| 2 Couture de la sangle des anneaux en V | | OUI | NON |
|--|--|------------|------------|
| 2.1 | La couture forme-t-elle un W double à 4 pointes conformément à la norme C-22-010-025/MB000 et au dessin? | | |
| 2.2 | Les points passent-ils à travers toutes les épaisseurs de la couverture et de la sangle? | | |
| 2.3 | La bonne sangle est-elle utilisée? | | |

| 3 Coutures | | OUI | NON |
|-------------------|---|------------|------------|
| 3.1 | La sangle a-t-elle été coupée avec une méthode thermique qui scelle et colle les fibres? | | |
| 3.2 | Le bon fil a-t-il été utilisé? | | |
| 3.3 | Y a-t-il 4 à 6 points au pouce? | | |
| 3.4 | Les extrémités de toutes les coutures et piqûres, et les ruptures de fil sont-elles adéquatement finies au point d'arrêt? | | |
| 3.5 | A-t-on utilisé des points noués? | | |
| 3.6 | Les points sont-ils formés de manière à s'entrecroiser à l'intérieur des fibres de la couverture cousue? | | |
| 3.7 | Les points sont-ils droits et uniformes conformément au dessin? | | |

4 Rejet

Si la réponse à l'une des questions ci-dessus est « Non », l'échantillon sera jugé non conforme et rejeté.

Si toutes les réponses aux questions des articles 1 à 3 sont « Oui », l'échantillon sera jugé conforme et accepté.

| Accepté | Rejeté |
|----------------|---------------|
| | |

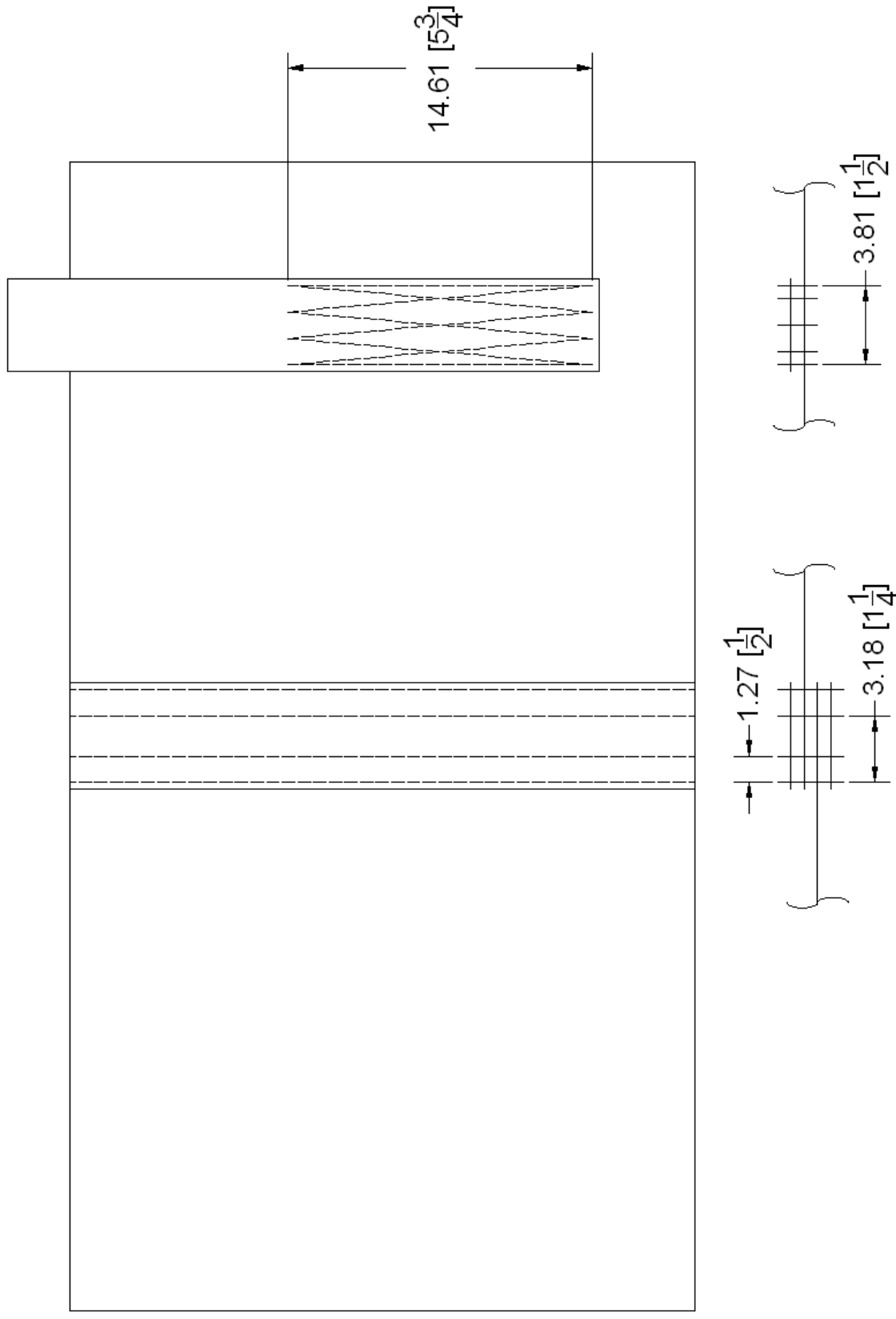


Figure 3 - Dessin de démonstration des capacités

Annexe A

Appendice 2 : Matrice de conformité

Directives

1. La matrice de conformité doit être remplie dans le cadre de la proposition de l'entrepreneur.
2. Ce document doit être dûment rempli de manière à refléter la proposition de l'entrepreneur.
3. La case " respectée " ou " non respectée " doit être cochée pour chacune des exigences obligatoires. Cocher la case " non respectée " ou ne pas cocher une case rendra la proposition irrecevable.
4. Chaque fois que la case " respectée " est cochée pour une exigence obligatoire, la case " Observations " doit comprendre tous les renseignements nécessaires démontrant que votre proposition satisfait aux exigences minimales ou les surpasse énoncées à l'appendice 1 - Modification de la couverture de protection balistique - Énoncé des travaux.
5. Ces renseignements permettront d'évaluer la proposition de l'entrepreneur.

| | Criteres Mandatoires | Ref. EDT | Reussit | Non*reussit | Commentaires |
|---|--|-------------------|---------|-------------|--------------|
| 1 | L'échantillon de démonstration des capacités <u>doit</u> obtenir un « reussit » (Sera évalué par l'autorité technique) | A-2.3.4 | | | |
| 2 | Les couvertures de protection balistique <u>doivent</u> être coupées de manière à ne pas nuire l'intégrité ni à la mise en place des couches de tissu aramide | A-2.4.1 (a) | | | |
| 3 | Les épaisseurs de tissu aramide <u>doivent</u> être délicatement roulées vers l'intérieur | A-2.4.1 (b)i | | | |
| 4 | L'épaisseur extérieure <u>doit</u> être repliée sur environ 1 cm (0,38 po) et cousue avec un fil de nylon léger; | A-2.4.1 (b)ii | | | |
| 5 | Les épaisseurs de tissu aramide ne <u>doivent</u> pas se trouver à plus de 6 mm (0,25 po) du bord de la couverture une fois l'ourlet terminé; | A-2.4.1 (b)iii | | | |
| 6 | Les fils aramides <u>doivent</u> être arrêtés au moyen d'une couture à 6 cm (2,5po) du bord de la couverture; | A-2.4.1 (b)iv | | | |

| | Criteres Mandatoires | Ref. EDT | Reussit | Non*reussit | Commentaires |
|----|---|--------------|---------|-------------|--------------|
| 7 | Si la couverture comporte des trous (comme ceux laissés après l'enlèvement des oeillets), il faut coudre les bords du trou ensemble avec un fil de nylon léger noir ou de couleur assortie de manière à le refermer. | A-2.4.1 (b)v | | | |
| 8 | Placer une bande pleine longueur de la sangle fournie par l'entrepreneur sur le dessus et le dessous des couvertures à réunir. La sangle doit être conforme à la norme MIL-W-4088, classe 1A, type XXIV (24), de couleur noire | A-2.4.2 (d) | | | |
| 9 | Pour réunir les couvertures et la sangle, Le fil doit être du fil de nylon aggloméré (BZT 415) de couleur olivâtre (TR350HS)fourni par l'entrepreneur. | A-2.4.2 (e) | | | |
| 10 | La sangle doit être onforme à la norme MIL-W-4088, classe A, type XIII (13), de Couleur livâtre. | A-2.4.3 (a) | | | |

| | Criteres Mandatoires | Ref. EDT | Reussit | Non*reussit | Commentaires |
|----|--|-----------------|---------|-------------|--------------|
| 11 | La sangle <u>doit</u> être ixée à la couverture Les coutures <u>doivent</u> : tre exécutées avec du fil de nylon aggloméré (BZT 415) e couleur olivâtre(TR350HS) fourni par l'entrepreneur; | A-2.4.3 (c)i | | | |
| 12 | Les trous requis <u>doivent</u> être coupés à travers toutes les paiseurs de tissu, sans nuire à l'intégrité ni à la mise en place des épaisseurs de tissu aramide. | A-2.4.4 | | | |
| 13 | Les trous de 1 po <u>doivent</u> être bordés à l'aide d'un oeillet en laiton fourni par l'entrepreneur (taille no 7) ou d'un produit de rechange approuvé par l'autorité technique | A-2.4.4 i | | | |

| | Criteres Mandatoires | Ref. EDT | Reussit | Non*reussit | Commentaires |
|----|---|---------------|---------|-------------|--------------|
| 14 | Les trous de 3 po de diamètre <u>doivent</u> être préparés et finis au moyen d'une pièce fabriquée dans le tissu de dessus de sorte qu'aucune épaisseur de tissu balistique ne soit exposée. Chaque pièce <u>doit</u> couvrir une surface de 2 po au-delà du bord du trou pour fournir suffisamment d'adhérence au tissu extérieur. | A-2.4.4 ii | | | |
| 15 | L'étiquette <u>doit</u> être de la même couleur que le tissu extérieur et porter une inscription en noir de 2 cm de hauteur. | A-2.4.5 | | | |



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

**DONNÉES DE FABRICATION
ÉCRAN DE PROTECTION INDIVIDUELLE
NNO 8470-21-909-2096**

1. PORTÉE

1.1 Portée. Les présentes données de fabrication décrivent les exigences relatives aux matériaux, à la conception, à la fabrication et à l'inspection de l'écran de protection individuelle.

1.2 Classification. L'écran de protection individuelle visé par le présent document est identifié comme suit :

Écran de protection individuelle, NNO 8470-21-909-2096



Figure I, Écran de protection individuelle roulé aux fins de rangement



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

2. DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Documents du gouvernement. Les documents suivants font partie intégrante des données de fabrication dans la mesure précisée aux présentes. Sauf indication contraire, la version des documents ou des modifications s'appliquant dans le cadre d'un contrat particulier doit être celle en vigueur à la date de la liste des données de conception applicable, de l'appel d'offres ou de l'attribution du contrat.

SPÉCIFICATIONS

| | |
|-----------------------------|---|
| D-80-001-055/SF-001 | Étiquette du vêtement et de l'équipement |
| D-80-001-028/SF-001 | Cordon tressé de fibre synthétique filée |
| D-LM-008-002/SF-001 | Marquage pour l'entreposage et l'expédition |
| DSSPM 2-2-80-153 (annexe D) | Ruban autoagrippant à boucles et à crochets en nylon |
| DSSPM 2-2-80-211 (annexe E) | Toile lourde de nylon texturé haute ténacité 1000 deniers enduite de polyuréthane, 425 g/m ² |
| DSSPM 2-2-80-500 (annexe F) | Vert canadien moyen |

REMARQUE : Les matériaux nécessaires à la fabrication de l'écran sont décrits au paragraphe 4.3. On peut obtenir des exemplaires des documents susmentionnés auprès du : ministère de la Défense nationale du Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0K2, Canada, à l'attention de : DOCA 4-7.

2.2 Autres publications

| | |
|-------------------|---|
| CAN/CGSB-54.1-M | Points et coutures |
| CAN/CGSB-86.1 | Étiquetage pour l'entretien des textiles |
| CAN/CGSB-4.131-96 | Fil polyester guipé de coton ou de rayonne |
| 4-GP-85-Ma | Fil 100 % nylon (type 66) à multifilaments continus |

Des copies des documents ci-dessus peuvent être achetées de l'Office des normes générales du Canada, Centre des ventes, 11, rue Laurier, Place du Portage, Phase III, Gatineau (Québec) K1A 1G6, Canada.



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

2.3 Publications commerciales

NIJ 0101.04 – Standard for Ballistic Resistance of Personal Body Armour

On peut se procurer des copies de cette publication auprès du : NLECTC National, 2277 Research Boulevard, M/S 8J, Rockville, MD 20850, États-Unis, tél. : 800-248-2742.

2.4 Modèles et échantillons réglementaires

DSSPM 281-01 Tissu léger de nylon/coton simple retors, vert canadien moyen (spéc. Vert canadien moyen pour la couleur); cette couleur est le vert le plus foncé et le plus présent dans le motif.

2.5 Liste des figures

- | | |
|-------------|---|
| Figure I | Écran de protection individuelle roulé aux fins de rangement |
| Figure II | Écran de protection individuelle déroulé pour utilisation |
| Figure III | Dimensions de l'écran de protection individuelle |
| Figure IV | Courroies de fixation, poignée de transport et poches de l'écran de protection individuelle |
| Figure V | Emplacement de la doublure en tissu balistique de l'écran de protection individuelle |
| Figure VI | Grand écran de protection individuelle |
| Figure VII | Poignées de transport et poches du grand écran de protection individuelle |
| Figure VIII | Petit écran de protection individuelle |
| Figure IX | Poignée de transport et poches du petit écran de protection individuelle |

2.6 Matériel fourni par le gouvernement. Tous les tissus, les articles de quincaillerie et les matériaux utilisés pour fabriquer l'écran de protection individuelle doivent être fournis par le fabricant.

ORDRE DE PRÉSÉANCE



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

- 3.1 En cas d'incohérence dans les documents contractuels, l'ordre de préséance est le suivant : le contrat, les données de fabrication, les dessins et le modèle réglementaire.
- 3.2 En cas de divergence entre le contenu des présentes données de fabrication et les documents de référence qui y sont mentionnés, le contenu du présent document a préséance.



Figure II, Écran de protection individuelle déroulé pour utilisation

4. EXIGENCES

4.1 Conception. Le modèle doit être conforme aux présentes données de fabrication. Chaque écran doit comporter les caractéristiques suivantes :

- a) 2 sangles de polyester et de nylon de 1,50 po dotées de boucles à déclenchement latéral en nylon pour le rangement;
- b) 2 poches appliquées de 8 po sur 8 po avec 4 courroies de fixation de 4 pi;
- c) 13 boucles à laçage rapide permettant d'attacher l'écran à d'autres écrans ou objets;



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

- d) 17 œillets à denture de 5/8 po (n° 4) sur le pourtour permettant de fixer l'écran à d'autres écrans ou objets;
- e) poignée de transport constituée d'une sangle de nylon et de polyester d'une largeur de 2 po.

4.2 Dessins

4.2.1 Les composants de l'écran doivent être de la forme, de la dimension et à l'emplacement indiqués aux figures III, IV et V.

4.1.2 Échantillon de présérie. Les échantillons de présérie constitueront une exigence des présentes données de fabrication. Ces échantillons doivent être tout à fait représentatifs du produit final, c'est-à-dire être fabriqués à partir des pièces et des matériaux prescrits et au moyen de l'équipement et des procédés qui doivent être utilisés pour la production en série.

4.2 Matériaux

4.2.1 Tissu extérieur. Le tissu extérieur doit être une toile lourde de nylon texturé haute ténacité 1000 deniers enduite de polyuréthane, 425 g/m², et être de couleur vert canadien moyen. Consulter la spécification DSSPM 2-2-80-500.

4.2.2 Ruban autoagrippant à boucles et à crochets. Le ruban autoagrippant à boucles et à crochets doit être conforme à la spécification DSSPM-2-2-80-153 (annexe D). La couleur doit être assortie à celle du tissu extérieur de l'écran vert canadien moyen.

Le type suivant doit être utilisé conformément aux exigences :

a) type IV – partie crochets (2,5 cm [1 po]) pour la fermeture des poches.

4.2.3 Œillets à denture et rondelles. Les œillets et les rondelles doivent être en laiton et comporter un fini oxydé noir mat. Les œillets doivent avoir un diamètre intérieur de 5/8 po; les œillets et les rondelles doivent avoir un diamètre extérieur de 1 1/8 po ± 1/16 po. La longueur du baril doit être adaptée à l'épaisseur de l'écran là où les œillets seront posés.

4.2.4 Cordon des boucles. Le cordon des boucles disposées sur trois bords de l'écran doit être conforme aux exigences de la spécification D-80-001-028/SF-001, type I. Le cordon doit être vert olive OG 107 et être équivalent à l'article NNO 4020-21-874-2586.



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

4.2.5 Fil de couture. Le fil de couture doit être en nylon à filaments continus conformément à la norme 4-GP-85M, type 2, classe B, R105 tex. La couleur du fil doit être assortie à la couleur du tissu extérieur.

4.2.6 Sangle de la poignée de transport. La sangle constituant la poignée de transport doit être en nylon à armure unie avec chaîne et trame en nylon, à tissage double, sans brins élastiques. Elle doit présenter une résistance à la rupture de 2200 lb et avoir une masse de 1,42 oz/vg, une largeur de 2,00 po, et une épaisseur d'au moins 0,038 po et d'au plus 0,050 po. La sangle doit être noire et être conforme à la norme MIL-W-17337, classe 2.

4.2.7 Courroies de fixation en nylon. La sangle constituant les courroies de fixation doit être en nylon à armure unie avec chaîne et trame en nylon, à tissage double, sans brins élastiques. Elle doit être noire, présenter une résistance à la rupture de 2500 lb et avoir une largeur de 1,50 po et une épaisseur d'au moins 0,070 po et d'au plus 0,090 po.

4.2.8 Boucles à déclenchement latéral. Les boucles à déclenchement latéral doivent être en nylon noir et pouvoir recevoir une sangle de 1,50 po de largeur. La boucle « Plastic SR 1 1/2 » d'ITW/Nexus, numéro de pièce 101-0150, constitue une boucle à déclenchement latéral convenable.

4.3 Choix du tissu balistique

4.3.1 Chaque écran doit être fabriqué à partir de tissu balistique du même lot de production. De plus, pour fabriquer un écran, il ne faut pas utiliser plus de trois (3) numéros de pièce provenant du même lot de production du tissu balistique. La masse surfacique du tissu balistique ne doit pas être supérieure à 220 g/m², et le tissu balistique doit être enduit d'un hydrofuge avant la fabrication de l'écran.

4.3.2 Pendant la fabrication des écrans, l'entrepreneur sera tenu de fournir les éléments suivants :

- a) essais de rendement balistique de chaque lot de production du tissu utilisé pour fabriquer l'écran. Chaque panneau balistique d'essai doit respecter ou dépasser les exigences de rendement prescrites dans la norme NIJ 0101.04, niveau IIIA;



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

- b) tous les rapports d'essai pour chaque lot de production qui seront soumis au responsable technique en indiquant le lot de production de tissu utilisé pour la fabrication;
- c) trois panneaux balistiques d'essai préparés à partir de chaque lot de production de tissu balistique et conservés par l'entrepreneur jusqu'à la fin du contrat. Le responsable technique peut les demander à tout moment pour des essais de vérification;
- d) en plus des exigences susmentionnées, à titre informatif seulement, le fabricant doit fournir les résultats des essais balistiques pour les projectiles suivants simulant des fragments (PSF) pour chaque lot de production de tissu balistique utilisé dans la fabrication. Les essais de chaque PSF doivent être réalisés conformément aux articles applicables de l'annexe C, Protocole d'essai visant les projectiles simulant des fragments.
 - i. trois essais V50 pour le PSF de 17 grains,
 - ii. trois essais V50 pour le CCD de 64 grains.

4.3.3 La fabrication et l'essai des panneaux balistiques d'essai doivent être conformes à la norme NIJ 0101.04.

4.4 Couture

4.4.1 Toutes les coutures et les piqûres doivent être réalisées au point de type 301 conformément à la norme CAN/CGSB-54.1-M, Points et coutures, partie I.

4.4.2 Les extrémités de toutes les coutures, les piqûres et les casses de fil doivent être solidement arrêtées par des points arrière.

4.4.3 Les bords qui doivent être cousus, retournés et piqués doivent être adéquatement préparés.

4.4.4 La tension du fil d'aiguille et du fil de bobine doit être réglée pour permettre d'exécuter des points bien formés.

4.4.5 Les brides d'arrêt doivent avoir une longueur de 25,4 mm (1,00 po) et au moins 15 points de recouvrement.



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

4.4.6 Marques. Toutes les marques d'emplacement qui traversent le tissu (p. ex. perforations) doivent être couvertes ou obturées.

4.5 Étiquetage

4.5.1 L'étiquette doit avoir une hauteur de 7,00 po et une longueur de 8,00 po et être de couleur assortie à celle du tissu extérieur. Elle doit être placée conformément à la figure IV, sous la poignée de transport, près de l'ouverture de la poche. L'étiquette doit être centrée et être déposée à plat pour qu'elle soit visible quand on saisit la poignée de transport en nylon. L'étiquette doit être verte.

4.5.2 L'étiquette et le marquage doivent être conformes à la spécification D-80-001-055/SF-001. Les inscriptions ci-dessous doivent être imprimées en caractères d'au moins 3,2 mm (1/8 po) et d'au plus 6,3 mm (¼ po) de hauteur, à l'exception du NUMÉRO DE NOMENCLATURE OTAN, dont les caractères doivent être deux fois plus grands. Toutes les lignes de texte doivent être centrées sur l'étiquette et imprimées à l'encre noire indélébile (permanente). Les renseignements suivants doivent être imprimés sur l'étiquette :

a) **8470-21-909-2096**

b) **ÉCRAN DE PROTECTION INDIVIDUELLE**

c) **Numéro du contrat, W8486-.....**

d) **Date de fabrication, numéro de série**

e) ***SHIELD, PERSONAL PROTECTION***

(BALLISTIC BLANKET), NIJ. 0101. 04, LEVEL IIIA

ÉCRAN DE PROTECTION INDIVIDUELLE

(COUVERTURE BALISTIQUE), NIJ 0101.04, NIVEAU IIIA

f) **Cleaning Instructions.** Do not machine wash or dry clean, Do not bleach, Do not machine dry, Do not iron, Do not store in bright sunlight... Wipe with cloth, mild soap and water, Ensure all soap residue is removed, Mud may be removed with bristle brush, Lay flat to dry.

g) **Instructions de nettoyage :** Ne pas laver à la machine ni nettoyer à sec. Ne pas utiliser d'agent de blanchiment, ne pas sécher à la machine, ne pas repasser, ne pas entreposer à la lumière du soleil. Nettoyer avec un chiffon, du savon doux et de l'eau. S'assurer qu'il ne reste aucun résidu de savon. La boue peut être enlevée avec une brosse en soies. Sécher à plat.

4.6 Fabrication (voir les figures III, IV et V)



W8486-121254/A

ANNEXE A

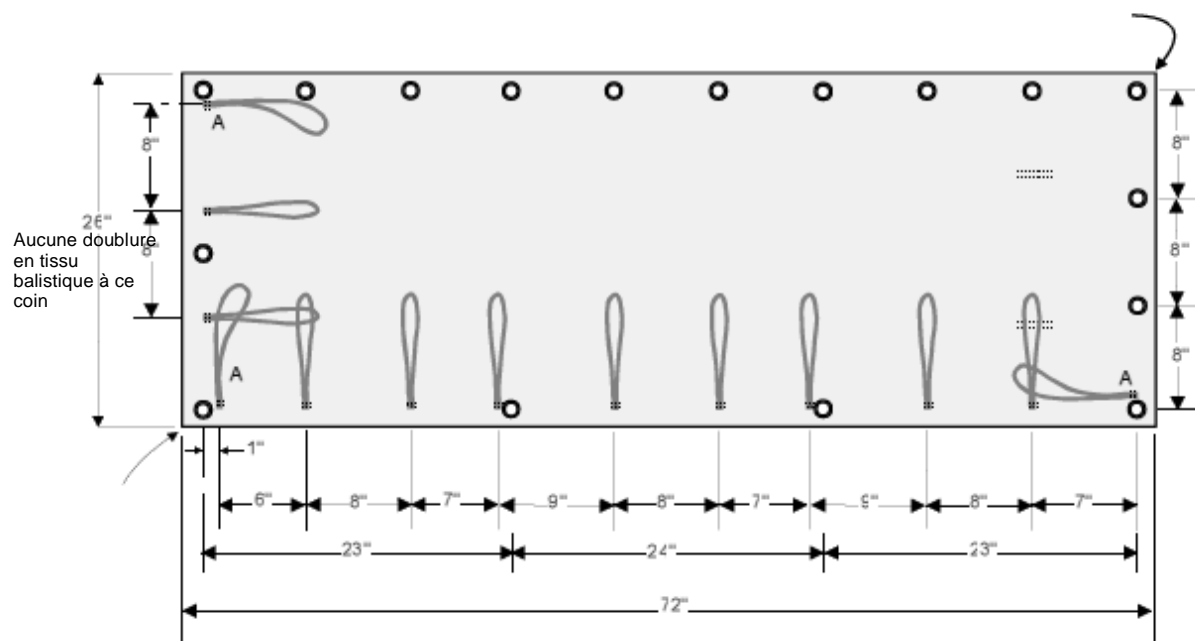
Appendice 3

- a) Le tissu balistique doit être taillé pour former des couches de 24,00 po sur 70,00 po.
- b) L'épaisseur totale du tissu balistique est constituée de deux (2) épaisseurs qui doivent comporter le même nombre de couches par épaisseur. L'épaisseur du dessus doit être placée sur l'épaisseur du dessous pour créer un décalage de deux (2) pouces sur la longueur et la largeur et former un rectangle aux dimensions nominales de 26 po sur 72 po. Les deux épaisseurs doivent ensuite être cousues ensemble, à travers toutes les couches, à 1,00 po à l'intérieur du périmètre commun aux deux épaisseurs.

Aucune doublure en tissu balistique à ce coin

ÉCRAN DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Figure III



Les trois boucles « A » ont une longueur de 9 ½ po d'une extrémité à l'autre une fois pliées.

Les dix autres boucles ont une longueur de 8 ½ po d'une extrémité à l'autre une fois pliées.

17 œillets de 5/8 po posés à 1 po du bord.

DSSPM 2-5 12/02/2007



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

Figure III, Dimensions de l'écran de protection individuelle

| | |
|----|------|
| 8" | 8 po |
|----|------|



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

c) Le tissu extérieur peut être constitué d'une seule épaisseur de tissu pliée pour former deux épaisseurs ou de deux épaisseurs de tissu superposées. Tous les bords de l'écran fini doivent être repliés vers l'intérieur et aucun bord non fini ne doit être visible.

d) Pendant l'insertion du tissu balistique dans le tissu extérieur, il faut s'assurer que toutes les épaisseurs de tissu balistique reposent à plat et qu'aucun coin n'est replié.

e) Avant de poser les œillets, il faut placer les boucles et les piquer à travers toutes les épaisseurs de tissu pour fixer le tissu balistique. Chaque boucle doit être posée au moyen de deux brides d'arrêt.

Nota : Il y a trois boucles d'une longueur totale de 9,50 po. Voir la figure III pour leur emplacement. Les dix autres boucles ont une longueur totale finie de 8,50 po.

f) Les œillets à denture et les rondelles doivent être en laiton et présenter un fini oxydé noir mat. Les œillets doivent avoir un diamètre intérieur de 5/8 po; les œillets et les rondelles doivent avoir un diamètre extérieur de 1 1/8 po \pm 1/16 po. La longueur du baril doit être adaptée à l'épaisseur de la couverture là où les œillets seront posés.

g) La poignée de transport doit être piquée à travers toutes les épaisseurs de l'écran balistique. La poignée est constituée d'une sangle de nylon d'une largeur de 2 po. Pour éviter l'effilochage, les extrémités doivent être thermosoudées ou être repliées et piquées pour qu'aucune extrémité ne soit exposée. Les bords de la partie du centre sont repliés et se touchent à la ligne centrale, puis ils sont piqués de manière à ce que la partie qui sera tenue dans la main soit plus étroite. Les extrémités sont piquées à travers toutes les épaisseurs de l'écran pour que la poignée soit résistante. La poignée de transport doit avoir une longueur finie de 14 po.

h) Les courroies de fixation doivent être constituées de sangle de nylon ou de polyester de 1 1/2 po de largeur. Pour éviter l'effilochage, les extrémités doivent être thermosoudées ou être repliées et piquées pour qu'aucun bord ne soit exposé. Pour empêcher que la sangle sorte de la boucle à déclenchement latéral, l'extrémité de la sangle enfilée dans la boucle doit être repliée de façon à ce qu'il y ait trois (3) épaisseurs de sangle. La courroie de fixation avec extrémité libre (partie mâle) doit avoir une longueur finie de 24 po. La courroie de fixation avec extrémité fixe (partie femelle) doit avoir une longueur finie de 9 po.



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

i) Il convient à l'entrepreneur de prendre note que les poignées et les courroies de fixation doivent se trouver du côté de l'écran où se trouvent les poches et l'étiquette, comme il est illustré à la figure IV. Nota : Ce côté comprend aussi quatre œilletons posés conformément aux exigences.

j) Deux (2) poches appliquées de 8 po sur 8 po avec rabats de fermeture doivent se trouver près de la poignée de transport. Les poches et les rabats doivent être en tissu extérieur. Les poches doivent être placées côte à côte, dans le sens de la largeur (sens étroit) de l'écran, à côté de la poignée la plus près du centre de l'écran. Les poches doivent être fixées par une couture double. Les rabats des poches doivent se trouver du côté le plus près de la poignée. Chaque poche doit comporter son propre rabat de fermeture pleine largeur, qui doit chevaucher la poche sur 1 1/4 po lorsque fermé. La fermeture du rabat doit se faire au moyen de ruban autoagrippant à boucles et à crochets de 1 po de largeur. Deux (2) morceaux de ruban autoagrippant à boucles de 3 1/2 po de longueur doivent se trouver sur l'envers du rabat, posés du bord extérieur vers le centre, et être séparés de 1 cm au centre du rabat.

Deux (2) morceaux de ruban autoagrippant à crochets de 3 1/2 po de longueur doivent être cousus sur l'extérieur de la poche de façon à être alignés sur la partie boucles du ruban sur le rabat.

Chaque morceau de ruban autoagrippant à boucles et à crochets doit être cousu en « X » dans un carré à 1/8 po du bord du ruban. Il ne doit y avoir aucun bord non fini visible sur la poche ni sur le rabat, et l'ouverture de la poche doit être repliée et piquée à 1/2 po.

k) Chaque poche doit comporter deux cordons tressés de fibre synthétique filée de quatre (4) pieds de longueur conformément à la spécification D-80-001-028/SF-001, type II, vert olive OG-107, NNO 4020-21-874-2586. Toutes les extrémités des cordons doivent être thermocollées (coupées au couteau chauffant) pour empêcher l'effilochage.

4.7 Mesures. Les mesures doivent être celles indiquées aux figures III et IV.

5. Contrôle de la qualité et inspection

5.1 Il incombe à l'entrepreneur d'effectuer toutes les inspections conformes aux exigences énoncées dans le présent document. L'entrepreneur peut utiliser ses propres installations d'inspection ou toute autre installation acceptable au gouvernement ou à son représentant désigné. Le gouvernement se réserve le droit d'effectuer n'importe quelle inspection qu'il juge nécessaire pour confirmer que les matériaux et les services sont conformes aux exigences prescrites. Il incombe à



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

l'entrepreneur de s'assurer que les matériaux ou les services soumis à l'approbation du gouvernement satisfont à toutes les exigences énoncées dans les données de fabrication.

6. Conditionnement

6.1 Conditionnement et emballage. Le conditionnement, l'emballage et l'expédition doivent être conformes aux modalités du contrat.

6.2 Préparation pour le conditionnement. Chaque écran de protection individuelle doit être roulé et attaché conformément au modèle aux fins de rangement prolongé. Il faut veiller à ce que l'écran soit bien roulé, l'étiquette, visible, et la poignée de transport, accessible. Après avoir roulé l'écran, serrer les courroies de fixation et attacher les boucles à déclenchement latéral. La poignée de transport doit être accessible et l'étiquette, lisible.

7. Remarques

7.1 Données de commande. Les documents d'achat doivent indiquer ce qui suit :

- a) titre, numéro et date du document;
- b) numéro de nomenclature OTAN et quantité requise;
- c) exigences de présérie;
- d) exigences relatives au conditionnement et à l'emballage;
- e) autorité responsable de la conception ou responsable technique;
- f) instructions relatives à l'assurance de la qualité et aux inspections.

7.2 Responsable technique. Le responsable technique est l'organisme gouvernemental responsable des aspects techniques de la conception et des modifications apportées à cette dernière. Le responsable technique est le Directeur, Administration du programme de l'équipement du soldat (DAPES 2-7).

8. Définition des termes

8.1 Modèle réglementaire principal. Prototype autorisé de l'article demandé et dont le gouvernement est le seul détenteur.

8.2 Modèle réglementaire. Copie exacte du modèle réglementaire principal mis à la disposition du fabricant qui doit l'utiliser comme un guide.



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

- 8.3 Liste de données.** Liste de données indiquant les dessins et les spécifications applicables au présent document.
- 8.4 Choix de grandeurs.** Les **figures VI et VII** illustrent le grand écran de protection individuelle et les **figures VIII et IX**, le petit écran de protection individuelle. Les numéros de nomenclature OTAN de ces deux articles ne sont pas encore déterminés. Les deux modèles seront fabriqués selon les mêmes exigences et la même qualité d'exécution que l'écran de protection individuelle, NNO 8470-21-909-2096.
- 8.5 Personne-ressource.** Pour toute demande de renseignements au sujet des présentes données de fabrication, veuillez communiquer avec la personne ci-dessous :

Ian J. Craigie
DAPES 2-7
Gestionnaire du programme
d'équipement
Équipement de protection
individuelle
☎ **819-997-9898**
✉ **819-997-9685**

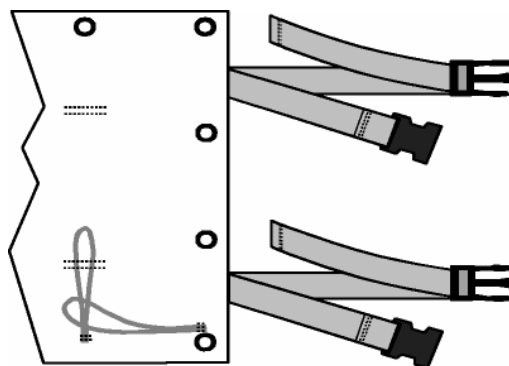


W8486-121254/A

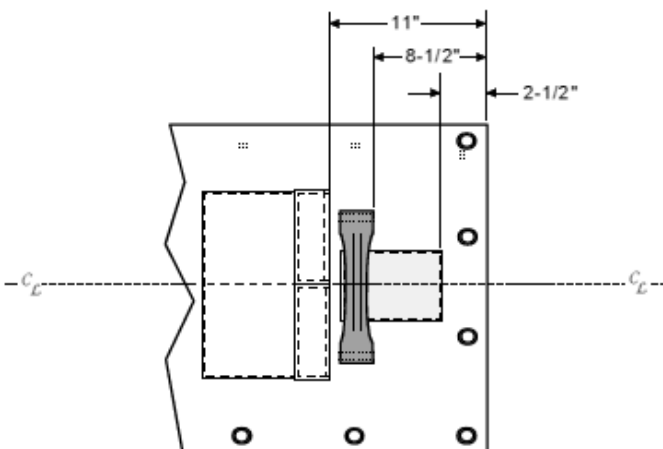
ANNEXE A

Appendice 3

Figure IV



Courroies de fixation (côté avec boucles)



Poignée de transport, étiquette et poches
(côté sans boucles)

DSSPM 2-5 23/10/2006

Figure IV, Courroies de fixation, poignée de transport et poches de l'écran de protection individuelle

| | |
|----------------|----------------|
| 11" | 11 po |
| C _L | Ligne centrale |



W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

DOUBLURE DE L'ÉCRAN DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Figure V

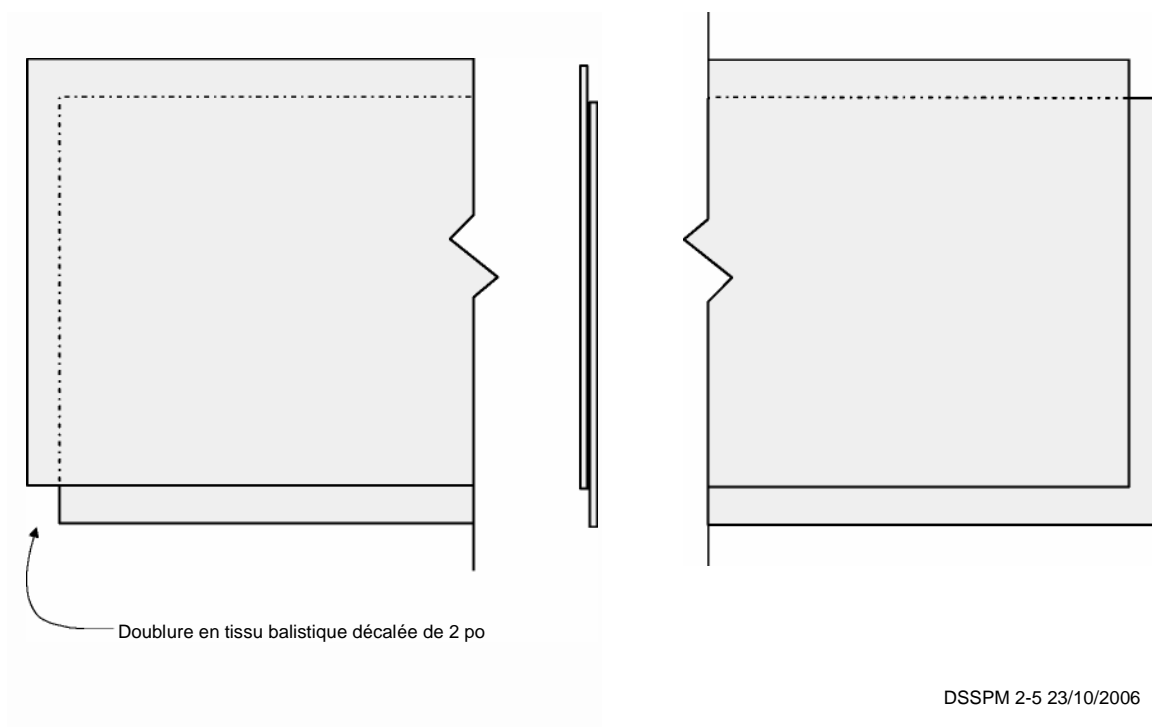


Figure V, Emplacement de la doublure en tissu balistique de l'écran de protection individuelle



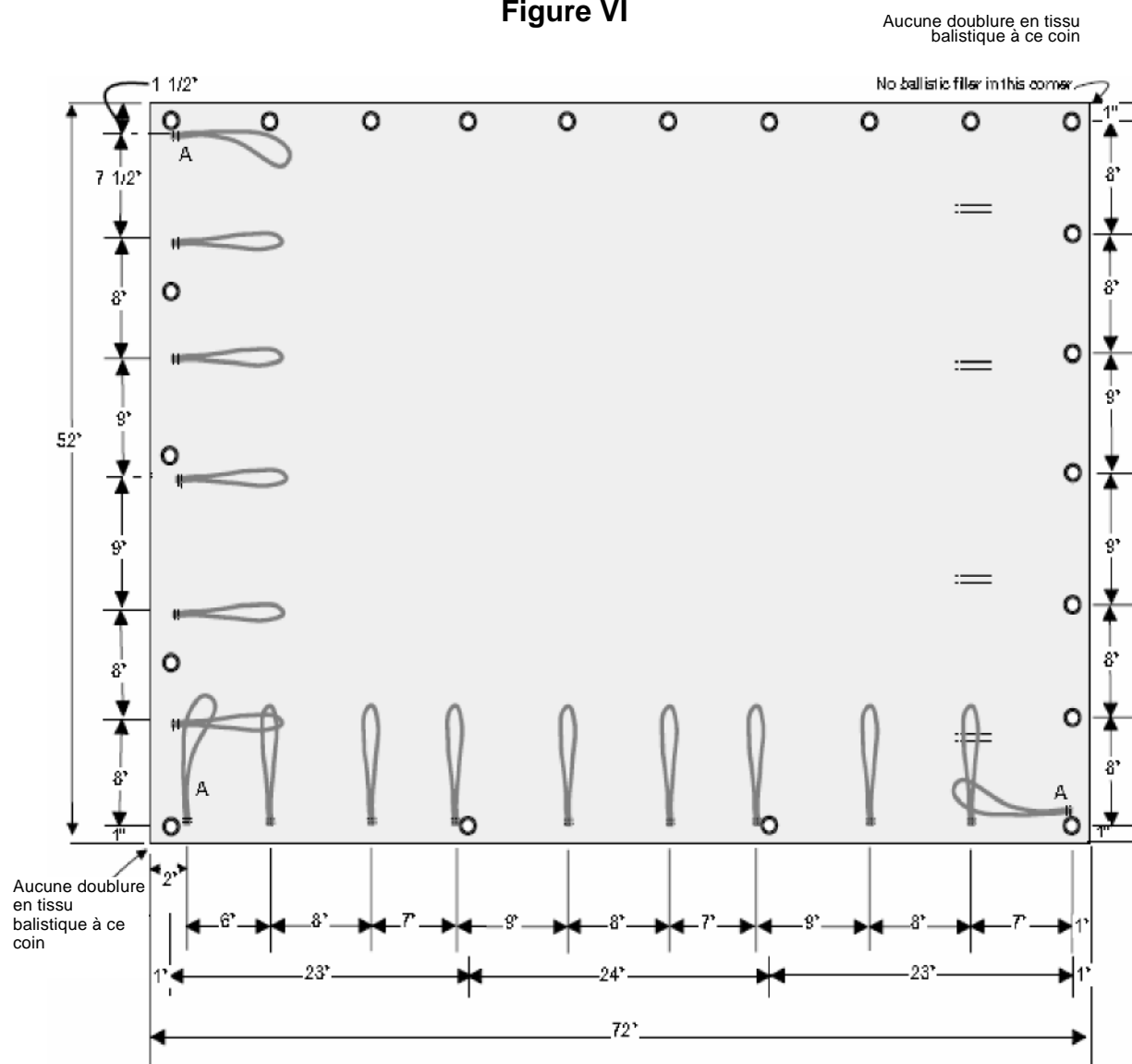
W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

Option : Grand écran de protection individuelle

Figure VI





W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

8"

8 po



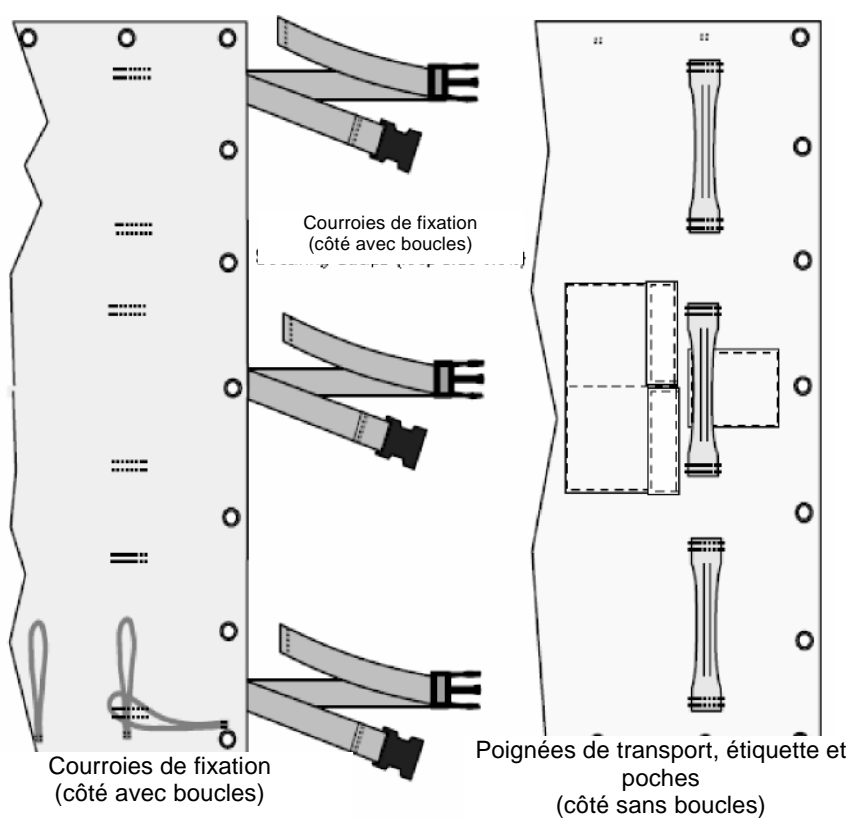
W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

Option : Poignées de transport et poches du grand écran de protection individuelle

Figure VII





W8486-121254/A

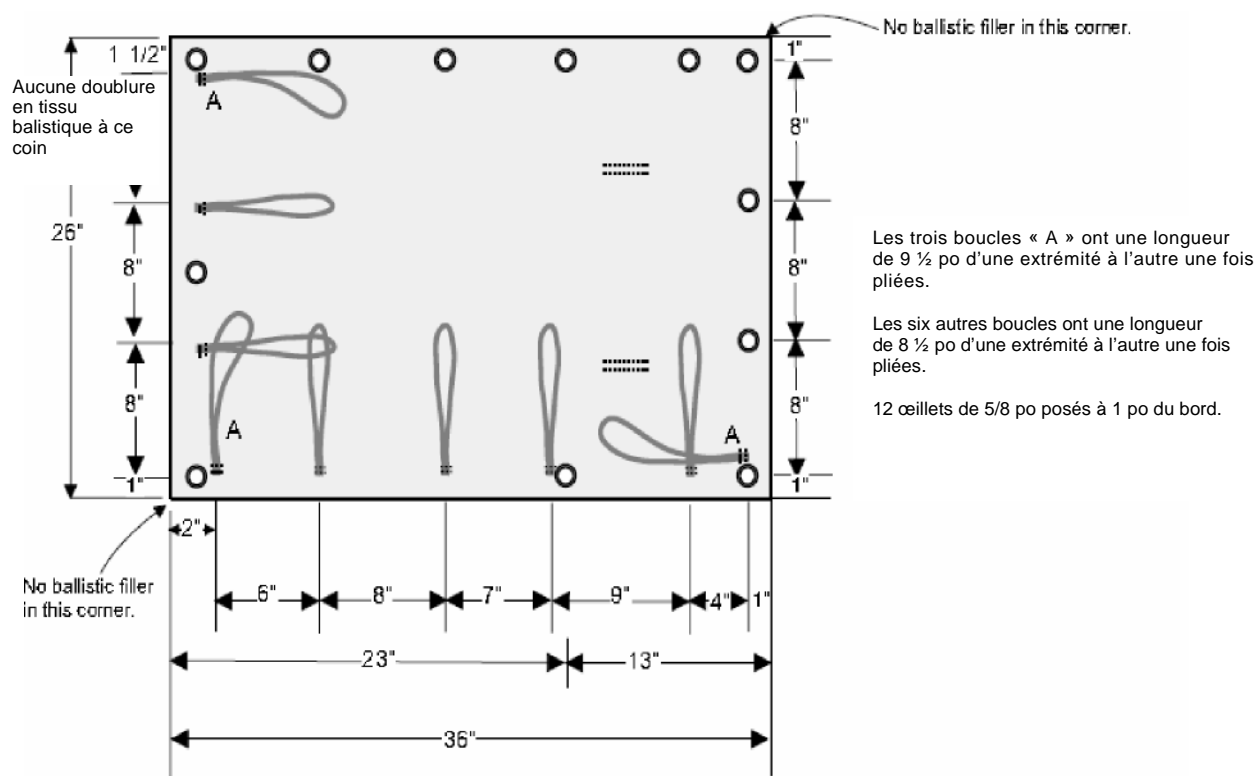
ANNEXE A

Appendice 3

Aucune doublure en tissu balistique à ce coin

Option : Petit écran de protection individuelle

Figure VIII





W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

26"

26 po



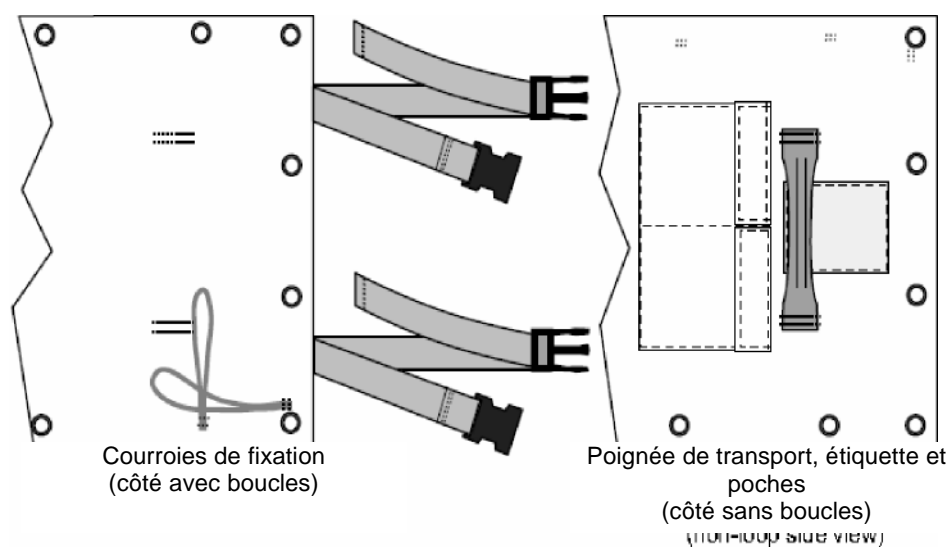
W8486-121254/A

ANNEXE A

Appendice 3

Option : Poignée de transport et poches du petit écran de protection individuelle

Figure IX



ANNEXE A
APPENDICE 4 – PRÉVISIONS MODIFICATION POUR
COUVERTURES DE PROTECTION BALISTIQUE

Aux fins **d'estimation seulement**, le nombre des kits suivant sont prévu pour la modification pendant la durée du contrat. Le Canada ne garantit pas un travail, les données fournies sont fondées sur des données historiques et varient-en fonction des tâches du MDN. Les estimations fournies sont les meilleures informations disponibles que le responsable technique a.

| NNO | NP | PRÉVISION Quantités ferme 29 JUIN 2012 | PRÉVISION 1er juillet 2012 au 31 mars 2013 (OPTION 1) | PRÉVISION 1er avril 2013 au 31 mars 2014 (OPTION 2) | PRÉVISION 1er avril 2014 au 31 mars 2015 (OPTION 3) |
|------------------|-----------|---|--|--|--|
| 2540-20-003-7734 | 0777337-1 | 36 | 9 | 12 | 12 |
| 2540-20-003-8373 | 0777348-1 | 15 | 5 | 11 | 11 |
| 2540-20-003-9480 | 0777344-1 | 10 | 5 | 6 | 6 |
| 2540-20-004-6935 | 0975000-8 | 66 | 15 | 25 | 25 |
| 2540-20-004-6995 | 0975000-7 | 8 | 4 | 8 | 8 |
| 2540-20-004-6996 | 0975000-9 | 45 | 12 | 20 | 20 |

Table 1 - Couvertures exigées par trousse

| Numéro de la pièce | NNO | Versions des véhicules | 0777338-1, Panneau AFES Commun 2540-20-006-2973 | 0777350-1, Panneau AFES EMR NNO à être annoncé | 0777339-1, Ensemble d'ailes NNO à être annoncé | 0777343-1, Panneau Principal Commun , 2540-20-006-2979 | 0777345-1, Panneau Principall VDE, NNO à être annoncé | 0777346-1, Partie inferieur du Rideau VDE NNO à être | 0777349-1, Panneau Principal EMR , NNO à être annoncé |
|--------------------|------------------|------------------------|---|--|--|--|---|--|---|
| 0777337 | 2540-20-003-7734 | Bison Commun | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 0777344 | 2540-20-003-9480 | Bison VDE | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| 0777348 | 2540-20-003-8373 | Bison EMR | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |

Table 2 – Bison, Couvertures exigées par trousse

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

ARTICLE 001 TROUSSE DE COUVERTURE DE PROTECTION BALISTIQUE

Selon l'annexe A, l'entrepreneur sera payé les prix fixe suivants pour la modifications des couvertures de protection balistique. Les modifications comprennent, entre autres, la coupe, la couture et l'installation des anneaux en " V ".

| NNO | NO.DE LA PIÈCE | Adjudication jusqu'au 29 juin 2012 | Du 1er juillet 2012 au 31 mars 2013 (OPTION 1) | Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 (OPTION 2) | Du 1er avril 2014 au 31 mars 2015 (OPTION 3) |
|------------------|-------------------------------|---|---|---|---|
| 2540-20-003-7734 | 0777337-1 | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2540-20-003-8373 | 0777348-1 | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2540-20-003-9480 | 0777344-1 | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2540-20-004-6935 | 0975000-8 | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2540-20-004-6995 | 0975000-7 | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2540-20-004-6996 | 0975000-9 | \$ | \$ | \$ | \$ |

ARTICLE 002 - TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À EFFECTUER (TSE)

Les exigences de travail supplémentaires ne peuvent être autorisées que par le responsable des demandes d'achats et/ou l'autorité contractante ou son représentant agréé. Le travail supplémentaire est défini comme les couvertures déjà configurées conformément aux dessins techniques approuvés pourraient exiger des retouches en raison de nouvelles configurations ou exigences. Ces travaux supplémentaires doivent être dûment autorisés par le MDN ou TPSGC au moyen du formulaire 626 du MDN – Autorisation des Tâches (l'annexe E).

La définition des demandes de travail supplémentaires relève de l'autorité contractante.

L'entrepreneur sera payé, pour les demandes de travail supplémentaires effectuées, le taux horaire fixe pour le coût de la main-d'œuvre directe.

| | TAUX HORAIRE FIXE DE LA MAIN-D'OEUVRE DIRECTE |
|---|--|
| Adjudication jusqu'au 31 mars 2013 | \$ |
| Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 (Option 2) | \$ |
| Du 1er avril 2014 au 31 mars 2015 (Option 3) | \$ |

ANNEXE C
ESTIMATIONS POUR L'ÉVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE

Pour fin d'évaluation seulement votre soumission sera évaluée avec les quantités ci-dessous pour chacun des articles. Les quantités indiquées dans les présentes correspondent à une estimation des besoins annuels; il s'agit de l'estimation la plus juste qui soit disponible. On ne peut pas garantir que les besoins réels correspondront aux quantités indiquées.

ARTICLE 001 TROUSSE DE COUVERTURE DE PROTECTION BALISTIQUE

| NNO | NP | PRÉVISION Quantités ferme 29 JUIN 2012 | PRÉVISION 1er juillet 2012 au 31 mars 2013 (OPTION 1) | PRÉVISION 1er avril 2013 au 31 mars 2014 (OPTION 2) | PRÉVISION 1er avril 2014 au 31 mars 2015 (OPTION 3) |
|----------------------------------|-----------|---|--|--|--|
| 2540-20-003-7734 | 0777337-1 | 36 | 9 | 12 | 12 |
| 2540-20-003-8373 | 0777348-1 | 15 | 5 | 11 | 11 |
| 2540-20-003-9480 | 0777344-1 | 10 | 5 | 6 | 6 |
| 2540-20-004-6935 | 0975000-8 | 66 | 15 | 25 | 25 |
| 2540-20-004-6995 | 0975000-7 | 8 | 4 | 8 | 8 |
| 2540-20-004-6996 | 0975000-9 | 45 | 12 | 20 | 20 |
| TOTAL ARTICLE 001 | | | | | |

ARTICLE 002 TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À EFFECTUER (TSE)

Aux fins de l'évaluation des soumissions, on a suppose que **40 heures** de la main d'œuvre directe par année financière directe seront nécessaires.

40 heures X Taux horaires fixes de la main d'œuvre directe (2012/2013) +

40 heures X Taux horaires fixes de la main d'œuvre directe (2013/2014) +

40 heures X Taux horaires fixes de la main d'œuvre directe (2014/2015)

= TOTAL: ARTICLE 002

Total prix évalué:

| | | |
|---|-------------------|-----------------|
| | Total Article 001 | \$ _____ |
| + | Total Article 002 | \$ _____ |
| | TOTAL : | \$ _____ |

Annexe "D"

ACCORD DE CONFIDENTIALITÉ

Le soumissionnaire reconnaît que ce jeu de documents techniques renferme des renseignements commerciaux à caractère confidentiel. Les soumissionnaires intéressés doivent retourner l'attestation ci-dessous par télécopieur accompagnée de l'original par courrier à la personne identifiée à la première page de la présente demande de proposition.

Le soumissionnaire proposé convient par la présente :

- a) de préserver la confidentialité du jeu de documents techniques;
- b) de ne pas copier, divulguer ou fournir les renseignements contenus dans le jeu de documents techniques à une autre partie sans le consentement de l'État;
- c) de ne pas utiliser les données techniques sauf dans les cas où elles peuvent être nécessaires à l'exécution de travaux pour l'État;
- d) de s'assurer que tout sous-traitant possible est soumis aux mêmes conditions;
- e) de retourner le jeu de documents techniques avant la date de clôture des soumissions dans le cadre de la présente invitation à soumissionner si aucune soumission n'est présentée, et
- f) de retourner le jeu de documents techniques à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours suivant la demande de l'autorité contractante.

Attestation d'un Représentant officiel:

Nom : _____

Désignation : _____

Compagnie : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Signature et désignation

Date

TASK AUTHORIZATION
AUTORISATION DES TÂCHES

[illegible]